

Socfin

2014 RAPPORT ANNUEL

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DES CAOUTCHOUCS

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfin	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	9
1. Caoutchouc	9
2. Huiles végétales	11
Environnement et responsabilité sociale	14
Chiffres clés	15
1. Indicateurs d'activités	15
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	16
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	16
Données boursières	17
Faits marquants de l'exercice	17
Gouvernance d'entreprise	18
1. Introduction	18
2. Conseil d'Administration	18
3. Les Comités du Conseil d'Administration	21
3.1. Comité d'Audit	21
3.2. Comité de Nomination et de Rémunération	21
4. Rémunérations	21
5. Notification de l'actionnariat	22
6. Calendrier financier	23
7. Audit externe	23
8. Autres informations	23
Déclaration de conformité	24
Rapport de gestion consolidé	25
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	28
Etats financiers consolidés	30
1. Etat de la situation financière consolidée	30
2. Compte de résultat consolidé	32
3. Etat du résultat étendu consolidé	33
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	34
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	35
6. Annexe aux états financiers consolidés	36
Note 1. Généralités et méthodes comptables	36
Note 2. Filiales et entreprises associées	48
Note 3. Acquisitions d'activités	50
Note 4. Ecart d'acquisition	51
Note 5. Immobilisations incorporelles	52
Note 6. Immobilisations corporelles	53
Note 7. Immeubles de placement	54
Note 8. Actifs biologiques	55
Note 9. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	58
Note 10. Titres disponibles à la vente	61
Note 11. Impôts différés	62
Note 12. Stocks	64
Note 13. Créances commerciales (actif courant)	65
Note 14. Autres créances (actif courant)	65
Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles	66
Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	67

SOMMAIRE

Note 17. Capital et prime d'émission	67
Note 18. Réserve légale	67
Note 19. Engagements de retraites	68
Note 20. Dettes financières	71
Note 21. Autres dettes	73
Note 22. Instruments financiers	74
Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	76
Note 24. Dotations aux amortissements	76
Note 25. Dépréciations d'actifs	77
Note 26. Autres produits financiers	79
Note 27. Charges financières	79
Note 28. Charge d'impôts	80
Note 29. Résultat net par action	82
Note 30. Dividendes et tantièmes	82
Note 31. Informations relatives aux parties liées	82
Note 32. Engagements hors bilan	84
Note 33. Concessions de terrains agricoles	85
Note 34. Information sectorielle	86
Note 35. Gestion des risques	92
Note 36. Environnement politique et économique	95
Note 37. Evènements postérieurs à la date de clôture	95
Note 38. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	95
Rapport de gestion social	96
Rapport d'audit sur les comptes annuels	102
Etats financiers sociaux	104
1. Bilan au 31 décembre 2014	104
2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014	106
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014	107

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

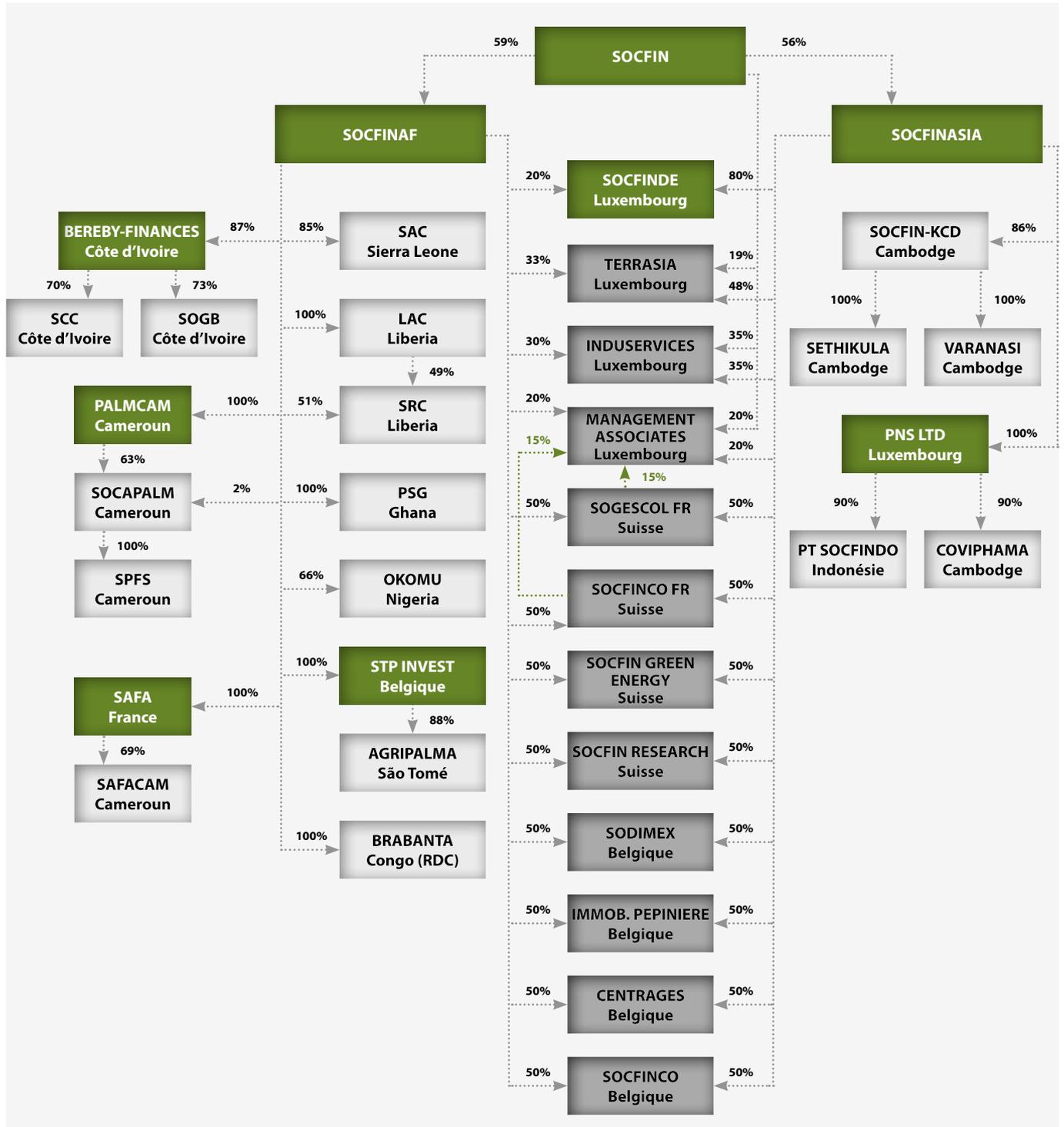
Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 5 décembre 1959 et est cotée en Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfin consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 181.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est. Socfin emploie 29.625 personnes et a réalisé en 2014, un chiffre d'affaires consolidé de 508,4 millions d'euros.

2. Historique

- **05/12/1959** Constitution de la Société Financière Luxembourgeoise, en abrégé « Socfinal » sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **09/06/1960** Les titres Socfinal ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1960** Depuis sa constitution, Socfinal a investi, entre autre, dans : Société Financière des Caoutchoucs « Socfin » S.A. (Belgique) ; Plantations Nord-Sumatra (Belgique) ; Selangor Plantations Company Berhad (Malaisie) ; Sennah Rubber Company Ltd (Angleterre) et différentes sociétés de cultures équatoriales congolaises.
- **31/12/1965** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements en Indonésie : Société de Cultures Asahan S.A. ; Société de Cultures Batangara S.A. ; Huileries de Deli S.A. et Société de Cultures Sungei Liput S.A.
- **31/12/1971** Socfinal investit dans la Compagnie Internationale de Cultures « Intercultures » S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg ; Socfin Industrial Development « Socfinde » S.A. (Luxembourg) et dans la Compagnie du Cambodge (France).
- **31/12/1972** Socfinal participe à la constitution de Socfinasia S.A. (Luxembourg) en échange des actions des sociétés indonésiennes Asahan, Batangara, Huileries de Deli et Sungei Liput. Socfinasia S.A. sera cotée en Bourse de Luxembourg en 1973.
- **31/12/1975** Sortie des titres Socfin (Belgique) du portefeuille.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée en Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1994** Socfinal investit à hauteur de 60% dans le capital de la SOGB (Côte d'Ivoire) suite à la privatisation de cette plantation ivoirienne. Cette participation sera cédée à Intercultures.
- **31/12/1999** Vente des participations Selangor Holding et Plantations Nord-Sumatra S.A.
- **31/12/2000** Cession des actions Sennah Rubber Company Ltd suite à l'OPA/OPE sur ces titres.
- **15/11/2006** Suite à la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off), Socfinal détient maintenant directement, d'un côté Socfinasia S.A. (Asie) et de l'autre Intercultures (Afrique).
- **30/06/2008** Constitution de Management Associates (Luxembourg).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et le changement de la dénomination en Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **29/08/2014** Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantation qui exploite 5.400 ha de palmiers à huile et 4.400 ha d'hévéas. A l'issue de cet échange, Socfin détient encore 55,08% de Socfinaf S.A.
- **31/12/2014** La participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. Socfin détient 56,48% du capital de Socfinasia S.A. et 58,79% du capital de Socfinaf S.A.

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

4. Renseignements sur les participations de Socfin

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
1) Titres cotés		
Luxembourg		
Socfinasia S.A.	11.324.179	56,48%
Socfinaf S.A.	10.497.046	58,79%
2) Titres non cotés		
Luxembourg		
Terrasia S.A.	1.891	18,91%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfin détient une participation.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

SOCFINASIA Société Anonyme

SOCFINASIA S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 25.062.500 représenté par 20.050.000 actions sans mention de valeur.

Le bénéfice de l'exercice clôturé au 31 décembre 2014 s'élève à EUR 46.170.159. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,50 par action. Pour rappel, EUR 0,50 a déjà été versé fin 2014 au titre d'acompte sur l'exercice 2014.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	289.991	286.688
Autres actifs	72.188	53.737
Capitaux propres ⁽¹⁾	355.066	332.657
Dettes, provisions et tiers	7.113	7.768
Résultat de l'exercice	46.170	46.166
Résultat distribué	22.278	35.644
Cours de bourse (en euro)	19,38	27,74
Dividende unitaire brut (en euro)	1,00	1,60
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	5,16	5,77
Participation de Socfin (en %)	56,48	56,37

⁽¹⁾ Avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

Portrait du Groupe

SOCFINAF Société Anonyme

SOCFINAF S.A. est une société holding luxembourgeoise qui détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale, pour l'essentiel dans les secteurs de production de caoutchouc et de l'huile de palme.

Capital : EUR 35.708.400 représenté par 17.854.200 actions sans mention de valeur.

L'exercice se clôture au 31 décembre 2014 par un profit de EUR 12.603.651. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai prochain, la mise en paiement d'un solde de dividende de EUR 0,10 par action. Pour rappel, un montant de EUR 0,05 a déjà été versé en novembre 2014 au titre d'acompte sur l'exercice 2014.

Chiffres Clés (en milliers d'euros)

Au 31 décembre	2014	2013
Actifs immobilisés	348.308	246.448
Autres actifs	13.070	7.215
Capitaux propres ⁽¹⁾	216.300	180.786
Dettes, provisions et tiers	145.079	72.877
Résultat de l'exercice	12.604	29.444
Résultat distribué	2.894	4.550
Cours de bourse (en euro)	14,8	17,49
Dividende unitaire brut (en euro)	0,15	0,25
Dividende/Capitalisation boursière (en %)	0,99	1,43
Participation de Socfin (en %)	58,79	63,60

⁽¹⁾ Avant affectation du dividende final mais sous déduction de l'acompte.

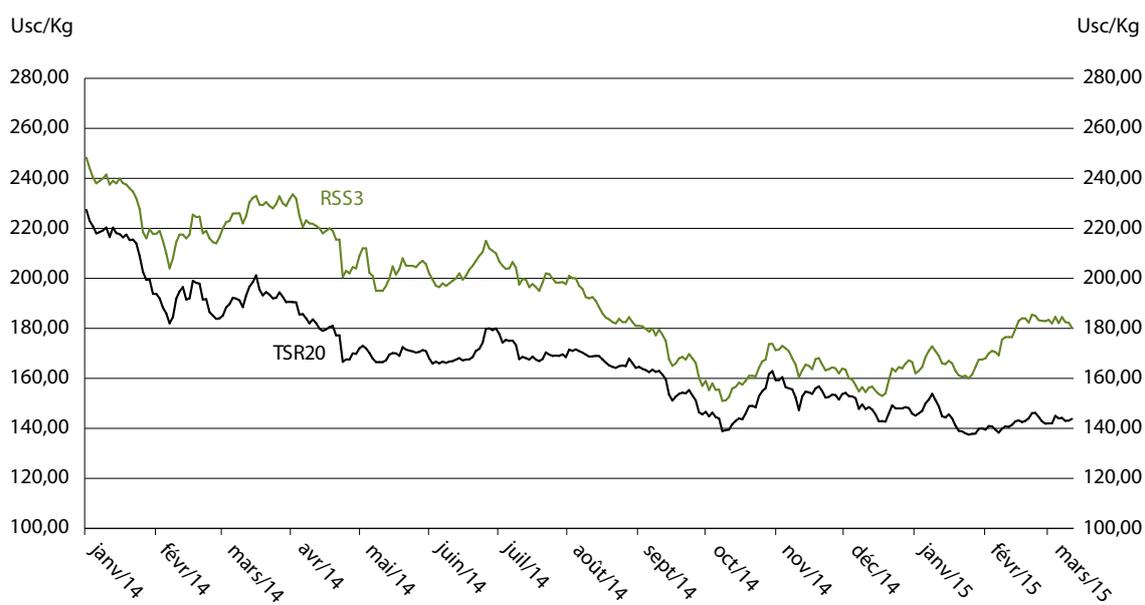
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 5 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2014

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2014 est de 1.710 USD/tonne FOB Singapour, en baisse d'environ 32% par rapport à la moyenne des cours en 2013 qui était de 2.517 USD/tonne.

Suite à des niveaux de stocks élevés et dans un contexte d'offre toujours abondante, le marché du caoutchouc naturel a poursuivi sa tendance baissière en 2014. Après avoir démarré l'année à 2.270 USD/tonne, le TSR20 a chuté de façon quasi continue pour atteindre début octobre son plus bas niveau depuis 2009, en dessous des 1.400 USD/tonne.

La forte baisse des cours de ces 3 dernières années s'explique par une surproduction mondiale que la demande n'arrive pas à absorber. Au niveau de l'offre, les arbres plantés dans le milieu des années 2000 principalement en Asie du Sud-Est mais également en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire) entrent progressivement en pleine production. Au niveau de la consommation et malgré une demande mondiale qui continue de croître, on observe un ralentissement de la croissance de la consommation chinoise (+7,1% en 2014 contre +9,2% en 2013 selon l'IRSG). La Chine représente près de 40% de la consommation mondiale de caoutchouc naturel.

Malgré la baisse presque continue des prix, les productions de caoutchouc naturel ont continué de fortement progresser ces dernières années. A titre d'exemple, les productions de la Thaïlande, 1^{er} producteur mondial, auraient progressé de près d'un million de tonne entre 2010 et 2013.

La tendance semble cependant s'être inversée en 2014. A la différence des 3 années précédentes où l'offre de caoutchouc naturel croissait plus rapidement que la demande, les bas niveaux de prix de 2014 ont poussé de nombreux planteurs à réduire et/ou arrêter la saignée des arbres. Alors que les analystes tablaient encore il y a quelques mois sur un surplus de production pour l'année écoulée d'environ 300.000 à 400.000 tonnes, les dernières estimations de l'IRSG tablent désormais sur un déficit de production d'environ 45.000 tonnes.

Durant le dernier trimestre, les cours ont évolué aux alentours des 1.400 – 1.500 USD/tonne et ont clôturé au 31 décembre 2014 à 1.522 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2015

En janvier, dans un marché sans direction, les cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) ont repris une tendance baissière pour tester à la fin du mois leur plus bas niveau de 2014, à savoir 1.387 USD/tonne. En février, les cours ont évolué aux alentours de 1.400 USD/tonne.

Prédire la direction que prendront les cours du caoutchouc naturel dans les mois à venir est difficile dans le contexte macro-économique actuel très incertain. Les prix resteront très probablement sous pression en 2015.

Au niveau des fondamentaux, la situation semble s'être améliorée avec un très léger déficit de production en 2014. Il ne faut cependant pas oublier que les stocks mondiaux de caoutchouc naturel ont progressé de plus d'un million de tonnes entre 2012 et 2013 suite aux surplus de production. Selon ses dernières estimations,

l'IRSG considère désormais que le surplus de production pour la seule année 2013 a atteint 831.000 tonnes.

Alors que la consommation mondiale de caoutchouc naturel devrait continuer de croître aux alentours des 3% en 2015, l'évolution des productions reste très incertaine et dépendra principalement de l'attractivité des prix pour les planteurs.

D'autres facteurs difficilement maîtrisables influenceront également l'évolution des cours du caoutchouc naturel tels que l'évolution des cours du pétrole, à leur plus bas niveau depuis plus de 5 ans, les politiques interventionnistes des états producteurs, l'évolution des devises, l'évolution de la croissance chinoise, la situation économique de la zone Euro, etc.

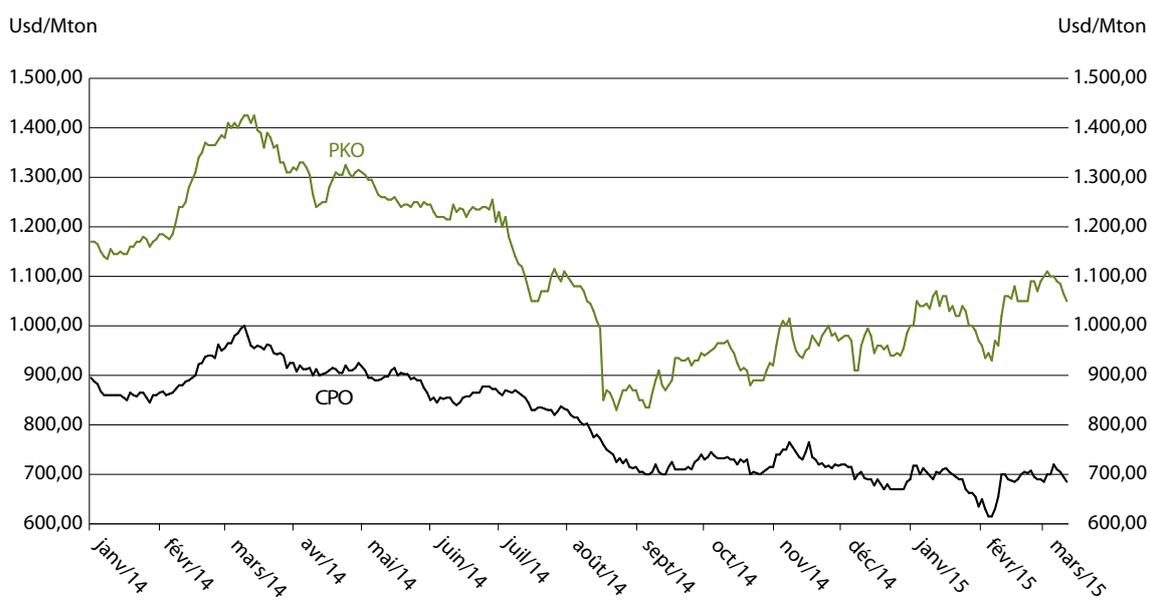
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2000	1995
Indonésie	32,4	30,8	28,4	26,9	24,1	22,1	21,0	7,1	4,2
Malaisie	19,4	19,6	19,2	18,8	18,9	17,0	17,6	10,8	7,8
Autres	9,0	8,8	8,6	8,0	7,5	6,8	6,7	4,1	3,2
TOTAL	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3	22,0	15,2

(*) Estimation

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2014 à sept 2015 (*)	2014	2013	2012	2011	2010	2009
Palme	60,8	59,2	56,2	53,7	50,5	45,9	45,3
Soja	47,1	45,1	42,7	41,8	41,6	40,2	36,1
Colza	26,8	26,9	25,2	24,5	23,7	24,0	21,7
Tournesol	15,4	16,3	14,0	14,8	13,1	12,5	13,0
Coton	4,9	4,9	5,0	5,1	4,9	4,6	4,7
Arachide	3,6	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,2
Palmiste	6,7	6,5	6,2	5,9	5,6	5,2	5,2
Coprah	3,1	3,1	3,3	3,2	3,0	3,6	3,3
TOTAL	168,4	165,9	156,6	153,0	146,5	140,2	133,5

(*) Estimation

Le marché international en 2014

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2014 est de 821 USD/tonne contre 857 USD/tonne en 2013.

En début d'année, les cours de l'huile de palme portés par une baisse de la production et des niveaux de stock relativement bas, ont connu une hausse de plus de 100 USD/tonne vers la fin février, début mars. Dans le même temps, la Malaisie et l'Indonésie subissaient un épisode de forte sécheresse, accentuant l'augmentation des prix. Les cours du CPO CIF Rotterdam atteignaient ainsi les 1.000 USD/tonne à la mi-mars, leur niveau le plus élevé en 2014.

L'euphorie a toutefois été de courte durée puisque certains pays importateurs comme l'Inde, anticipant une hausse des cours, se sont reportés vers d'autres huiles végétales (soja, colza, tournesol,...). Dans le même temps, la production d'huile de palme repartait à la hausse et les cours se dégradaient.

La chute des cours s'est accélérée durant les mois de juillet-août. Après une récolte record de soja en

Amérique du Sud (53 millions de tonnes en Argentine et 86 millions de tonnes au Brésil), la production de soja aux Etats-Unis a elle aussi atteint des rendements exceptionnels avec plus de 108 millions de tonnes de fèves de soja récoltées entre septembre et novembre 2014. Ces productions records sont venues renforcer les craintes d'une offre d'huile végétale trop abondante que la demande ne parviendrait pas à absorber. Par ailleurs, ce surplus d'offre a créé une situation de marché où l'huile de palme est devenue moins compétitive par rapport à l'huile de soja.

Dans le même temps, la baisse spectaculaire des cours du pétrole au second semestre a également fortement pénalisé les cours de l'huile de palme qui a perdu son attractivité pour la fabrication de biodiesel.

Les rendements d'huile de palme, plus faibles que prévus au 4^{ème} trimestre et les inondations qui ont affecté la Malaisie au mois de décembre, ont entraîné une légère remontée des cours en fin d'année. Le CPO CIF Rotterdam s'échangeait fin 2014 aux alentours de 700 USD/tonne.

Perspectives du marché international en 2015

Les cours de l'huile de palme, plombés par une demande moribonde et par la chute des cours du pétrole passés sous la barre des 50 dollars le baril, ont continué de se dégrader en janvier pour atteindre leur plus bas niveau depuis 2009 à 615 USD/tonne CIF Rotterdam.

L'annonce début février, d'une augmentation massive des subventions accordées par le gouvernement indonésien pour la fabrication de biodiesel a permis de redresser les cours ces dernières semaines. Toutefois, cette mesure pourrait se révéler très insuffisante dans le contexte actuel d'un pétrole très bon marché.

Par ailleurs, la planète ne manque pas d'huile. Les productions à venir de soja et l'augmentation attendue de la production d'huile de palme dès le 2^{ème} trimestre devraient venir augmenter à nouveau les stocks d'huiles végétales. Il n'est pas certain que la consommation des « gros » pays importateurs (Inde, Chine, Europe) parvienne à absorber ce surplus d'offre.

Environnement et responsabilité sociale

Un rapport détaillé distinct est mis à la disposition des actionnaires sur notre site internet www.socfin.com ou sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (en hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2014			
Immatures (par année de planting)			
2014		4.213	8.728
2013		3.670	10.160
2012		3.611	9.525
2011		4.009	920
2010		4.585	-
2009		4.418	-
2008		475	-
2007		206	-
2006		55	-
TOTAL		25.242	29.333
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	12.522	(de 4 à 7 ans) 19.359
Matures	(de 12 à 22 ans)	12.371	(de 8 à 18 ans) 34.490
Vieux	(plus de 22 ans)	14.935	(plus de 18 ans) 33.117
TOTAL		65.070	116.299

Superficies (en hectares)	2014	2013	2012	2011	2010
Palmier	116.299	103.494	95.163	89.514	86.522
Hévéa	65.070	58.595	56.266	54.614	53.902
TOTAL	181.369	162.089	151.429	144.128	140.424

Production	2014	2013	2012	2011	2010
Huile de palme (en tonnes)					
Production propre	345.226	315.801	315.967	338.896	311.801
Achats aux tiers	29.972	33.725	35.243	38.606	35.326
Caoutchouc (en tonnes)					
Production propre	61.121	56.004	52.133	51.202	52.596
Achats aux tiers	32.271	44.638	36.996	39.800	39.056
Semences (en milliers)					
Production propre	32.436	32.353	49.564	37.881	29.963

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Palmier	249,7	244,1	276,9	282,6	237,9
Hévéa	159,8	186,7	223,9	292,3	216,3
Autres produits agricoles	19,9	20,3	34,8	26,9	20,1
Activités commerciales	63,9	69,2	93,9	39,3	25,0
Autres	15,2	7,1	8,2	18,2	9,5
TOTAL	508,4	527,4	637,7	659,3	508,8

Personnel	2014	2013	2012	2011	2010
Effectifs moyens	29.625	27.219	25.926	23.616	23.098

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Chiffre d'affaires	508	527	638	659	509
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques	99	109	174	256	175
Résultat opérationnel	129	22	250	579	323
« Part du Groupe » dans le résultat	52	-4	60	187	125
Cash-flow opérationnel	107	134	119	242	166
Cash-flow libre	-24	-22	-2	129	144

Cash-flow libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(en millions d'euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Actifs biologiques	1.489	1.214	1.446	1.344	950
Autres actifs non-courants	368	316	256	231	208
Actifs courants	298	275	333	413	299
Capitaux propres totaux	1.463	1.258	1.488	1.463	1.102
Passifs non-courants	482	328	395	357	243
Passifs courants	210	219	153	171	114

Données boursières

(en euros)	2014	2013	2012	2011	2010
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000	14.240.000	14.240.000	712.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	701.043.725	632.879.833	738.652.856	715.626.214	528.326.958
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe » (*)	3,68	-0,27	4,24	13,16	8,81
Dividende par action (*)	0,70	1,30	2,25	2,00	1,20
Cours de bourse					
minimum (*)	27,25	33,50	25,65	26,00	19,00
maximum (*)	38,00	39,90	40,60	32,75	32,50
clôture (*)	32,00	34,15	35,00	27,50	30,75
Capitalisation boursière	455.680.000	486.296.000	498.400.000	391.600.000	437.880.000
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	19,02%	N.A.	53,07%	15,20%	13,62%
Dividendes/capitalisation boursière	2,19%	3,81%	6,43%	7,27%	3,90%
Cours de bourse/bénéfice par action	8,69	N.A.	8,25	2,09	3,49

(*) Après division des titres par 20.

Faits marquants de l'exercice

Fin août 2014, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantation qui exploite 5.400 ha de palmiers à huile et 4.400 ha d'hévéas. A l'issue de cet échange, Socfin détient encore 55,08% de Socfinaf S.A.

Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. A l'issue de cette opération, Socfin détient 58,79% de Socfinaf S.A.

Achat de 21.545 actions Socfinasia S.A., ce qui porte le pourcentage de détention à 56,48%.

Gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfin a choisi d'apporter une importance toute particulière aux dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à respecter ces principes et à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeurs à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

2. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Président	AGO 1981	AGO 2016
M. Vincent Bolloré	Administrateur	AGE 1990	AGO 2019
Bolloré Participations S.A. représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Administrateur	AGO 1997	AGO 2015
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Luc Boedt	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020
M. Philippe de Traux	Administrateur	AGO 1998	AGO 2018
M. François Fabri	Administrateur	AGO 2014	AGO 2020

Le mandat de Bolloré Participations S.A., Administrateur sortant, vient à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 mai 2015. Il sera proposé à ladite

Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat.

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri

Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, SAFA Cameroun, Société Industrielle et Financière de l'Artois et Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Gouvernance d'entreprise

Vincent Bolloré

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Président et Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey et Financière de l'Odet ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations S.A.

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, SAFA Cameroun et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de SAFA Cameroun.

Gouvernance d'entreprise

François Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf S.A. et Socfinasia S.A.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs

restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2014, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2014 : 100%
- 2013 : 96%
- 2012 : 100%
- 2011 : 87%
- 2010 : 75%

3. Les Comités du Conseil d'Administration

3.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2015. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 25 mars 2015, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

3.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfin sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même,

pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

4. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfin au titre de l'exercice 2014 s'élève à EUR 11.526.717 et pour l'exercice 2013 à EUR 17.882.329.

Les Administrateurs de Socfin n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions, stock-options.

5. Notification de l'actionariat

<i>Actionnaire</i>	<i>Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote (*)</i>	<i>Pourcentage détenu</i>	<i>Date de la notification</i>
AFICO S.A. L-1650 Luxembourg	80.991	11,38	20/12/1999
Palmeriaies de Mopoli S.A. B-1050 Bruxelles	32.000	4,49	20/12/1999
Twosun Fin. Establishment CH-1201 Genève	80.000	11,24	20/12/1999
Geselfina S.A. FL-9490 Vaduz	164.125	23,05	20/12/1999
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	50	0,007	10/03/2008
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	120.338	16,901	10/03/2008
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	82.111	11,532	10/03/2008
Technifin CH-1705 Fribourg	56.000	7,865	10/03/2008
Plantations des Terres Rouges L-1724 Luxembourg	13.404	1,883	10/03/2008
Compagnie des Glénans F-29500 Ergué Gaberic	4.000	0,562	10/03/2008
Total Bolloré Participations direct et indirect	275.903	38,750	

(*) Toutes les notifications déposées avant le 1^{er} juillet 2011, date effective de la division des actions par 20, se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 712.000.

6. Calendrier financier

27 mai 2015	Assemblée Générale Ordinaire à 12h
08 juin 2015	Détachement du coupon n° 68
10 juin 2015	Païement du solde de dividende de l'exercice 2014 (coupon n° 68)
Fin août 2015	Résultats semestriels consolidés au 30 juin 2015
Fin septembre 2015	Résultats semestriels sociaux au 30 juin 2015
Mi-novembre 2015	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 ^{ème} trimestre 2015
Fin mars 2016	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2015
Mi-avril 2016	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2015
Mi-mai 2016	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 ^{er} trimestre 2016
01 juin 2016	Assemblée Générale Ordinaire à 12h.

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

7. Audit externe

Réviseur d'Entreprises agréé Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable « CLERC » 1 rue Pletzer L-8080 Bertrange.	En 2014, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 62.153 TVAC.
--	--

8. Autres informations

En application de l'article 16 de la loi du 16 mai 2006 relative aux abus de marché, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Taux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance,

(a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de

l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

(b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015.

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 intègrent aux comptes annuels de Socfin toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

En 2014, Socfin a acquis 0,11 % de Socfinasia S.A. et 0,49% de Socfinaf S.A.

Fin août 2014, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, SAFA. Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A. Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature. A l'issue de cette opération, Socfin détient 58,79% de Socfinaf S.A.

Socfinaf S.A. a acquis, en juin 2014, 2,08% de Socapalm S.A. tandis que Palmcam S.A. a quant à elle cédé 2,49% de Socapalm S.A.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfin (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005. Toutes les normes applicables au 31 décembre 2014 concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

L'impact principal des normes IFRS résulte de l'application conjointe des normes IAS 41 et IFRS 13 ayant trait à l'agriculture et plus précisément à la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques. Des explications plus complètes sur les modalités d'application de ces normes au sein du Groupe sont reprises à la rubrique 1.12 de la note 1. D'autre part, comme indiqué à la rubrique 1.24 de cette même note, les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs éventuellement revalorisés par application des IFRS et leurs bases fiscales ont donné lieu à la constatation d'impôts différés en utilisant les taux d'impôts adoptés par les filiales concernées à la date de clôture. Il est à souligner que la variation de

l'évaluation de l'actif biologique (note 8), ainsi que les impôts différés y relatifs sont comptabilisés en compte de résultat et peuvent de ce fait influencer de manière significative le résultat consolidé du Groupe.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2014, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 52,4 millions d'euros contre -3,9 millions d'euros en 2013. Il en résulte un profit net « Part du Groupe » de 3,68 euros par action contre une perte nette de 0,27 euro en 2013.

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2014 s'élève à 508,4 millions d'euros contre 527,4 millions d'euros en 2013 (-19 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte principalement de la baisse des prix (-39,8 millions d'euros), de la dépréciation de l'IDR par rapport à l'EUR (-19,6 millions d'euros) et de la hausse des quantités (+38,2 millions d'euros).

Le résultat opérationnel s'élève à 129,4 millions d'euros contre 22,5 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Il est largement influencé par la variation de la juste valeur des actifs biologiques. Cette variation de la juste valeur s'élève à 30,5 millions d'euros contre -86,3 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette variation est due notamment à la hausse des marges sur cinq ans (+51 millions d'euros), à la maturation des plantations (+60,2 millions d'euros), à la hausse des taux d'actualisation (-2,5 millions d'euros) et enfin aux dépenses d'investissement des immatures (-77,9 millions d'euros).

Conformément aux IFRS et en l'absence de marché liquide, l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques fait appel, à la méthode des cash-flows actualisés. Dans ce modèle, certaines hypothèses sont basées sur des appréciations qui induisent une grande volatilité de la juste valeur. Il en est ainsi tant pour les prix de vente de la production agricole sur les marchés locaux et internationaux que pour les taux d'actualisation.

Rapport de gestion consolidé

Le résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des actifs biologiques s'élève à 98,9 millions d'euros contre 108,8 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ce résultat donne une meilleure image du résultat opérationnel récurrent du Groupe.

Les charges financières s'établissent à 24,4 millions d'euros contre 12,7 millions d'euros au 31 décembre 2013. Elles sont principalement composées de pertes de change et d'écarts de conversion pour un montant de 16,1 millions d'euros contre 7,8 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Les autres produits financiers sont en hausse à 34,6 millions d'euros contre 9 millions d'euros au 31 décembre 2013. Ils sont principalement composés de l'écart d'acquisition négatif sur l'acquisition de SAFA pour 20 millions d'euros et de gain de change pour 12,3 millions d'euros.

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 29 millions d'euros contre 35,2 millions d'euros en 2013.

Les impôts différés, quant à eux, s'élèvent à 4,9 millions d'euros alors qu'un produit de 22,1 millions d'euros avait été constaté en 2013. Ce poste est notablement influencé par la valorisation à la juste valeur des actifs biologiques et de la production agricole.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfin se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 1.856,6 millions d'euros contre 1.530,1 millions d'euros au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 326,5 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la juste valeur des actifs biologiques (+275 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 298,5 millions d'euros contre 275,1 millions d'euros au 31 décembre 2013 (hausse de la trésorerie).

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 701 millions d'euros contre 632,9 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette amélioration des fonds propres de l'ordre de 68,2 millions d'euros provient pour l'essentiel du résultat de l'exercice (+52,4 millions d'euros), de la variation de la réserve pour écart de conversion (+50,3 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-14,2 millions d'euros, solde 2013 et acompte 2014 inclus) et enfin des variations de périmètre (-18 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » avant distribution du solde du dividende de 49,23 euros contre 44,44 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2014, le cours de bourse s'élève quant à lui à 32 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en hausse à 691,7 millions d'euros contre 547,6 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts différés, principalement liés à la valorisation de l'actif biologique, s'inscrivent en hausse à 305,3 millions d'euros contre 257,3 millions d'euros en 2013. Les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 23 millions d'euros contre 27,7 millions d'euros en 2013. L'endettement financier est en hausse à 203,5 millions d'euros contre 113 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les autres dettes incluent une avance d'actionnaire à court terme de 35 millions d'euros.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette s'élève à 73,5 millions d'euros en hausse de 28,7 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 84,9 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 106,8 millions d'euros durant l'exercice 2014 (134,5 millions d'euros en 2013) et la capacité d'autofinancement à 125,3 millions d'euros contre 143,5 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 131 millions d'euros (contre 136,2 millions d'euros en 2013). Le solde des opérations de financement s'élève à 49,8 millions d'euros (contre une mobilisation de 51,5 millions d'euros en 2013). Il résulte du flux généré par le recours à l'emprunt (101 millions d'euros), diminué du versement des dividendes (37,3 millions d'euros en 2014 contre 68,2 millions d'euros en 2013).

PERSPECTIVES 2015

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est. Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

EVENEMENTS POSTÉRIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux Actionnaires de
**Société Financière
des Caoutchoucs, en abrégé Socfin**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREÉ

Rapport sur les états financiers consolidés

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variations des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 30 à 95.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 36. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est et présentent un risque en terme d'exposition aux fluctuations politiques et économiques. Par ailleurs, nous attirons l'attention sur les notes 1.12 et 1.27 concernant l'évaluation des actifs biologiques. Du fait de l'incertitude inhérente à la méthode d'évaluation de ces derniers à la juste valeur en raison de la volatilité des prix et en l'absence de marché liquide, la valeur comptable des actifs biologiques et de la production agricole pourrait différer de leur valeur de réalisation.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé présenté dans ce rapport annuel aux pages 25 à 27, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les états financiers consolidés.

Bertrange, le 2 Avril 2015

CLERC
Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		2014	2013 (*)
<i>ACTIFS</i>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Ecart d'acquisition	4	16.242.469	16.242.469
Immobilisations incorporelles	5	1.109.400	1.452.095
Immobilisations corporelles	6	324.601.199	279.368.270
Immeubles de placement	7	6.314.633	6.674.594
Actifs biologiques	8	1.488.876.200	1.213.949.243
Titres disponibles à la vente	10	4.776.872	5.397.778
Avances à long terme		2.415.069	2.949.091
Actifs d'impôts différés	11	9.872.015	3.537.851
Autres actifs non-courants		2.395.105	538.289
		1.856.602.962	1.530.109.680
Actifs courants			
Stocks	12	77.520.677	79.975.581
Créances commerciales	13	33.737.086	38.160.364
Autres créances	14	33.693.627	31.719.940
Actifs d'impôts exigibles	15	14.541.474	10.625.870
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	138.985.113	114.619.333
		298.477.977	275.101.088
TOTAL ACTIFS		2.155.080.939	1.805.210.768

(*) En 2013, une avance versée a été reclassée du poste « Avances à long terme » vers les immobilisations corporelles sous le poste « Avances et acomptes ».

Etats financiers consolidés

		2014	2013
<i>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i>	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère			
Capital souscrit	17	24.920.000	24.920.000
Prime d'émission	17	501.847	501.847
Réserve légale	18	2.492.000	2.492.000
Réserves consolidées		651.158.473	689.543.817
Ecart de conversion		-30.444.806	-80.710.576
Résultat de l'exercice		52.416.211	-3.867.255
		701.043.725	632.879.833
Participations ne donnant pas le contrôle			
		762.361.536	624.730.531
Capitaux propres totaux			
		1.463.405.261	1.257.610.364
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	11	305.253.880	257.333.974
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	19	36.502.103	29.388.413
Dettes financières à plus d'un an	20	127.166.882	35.410.598
Autres dettes	21	12.824.107	6.174.968
		481.746.972	328.307.953
Passifs courants			
Dettes financières à moins d'un an	20	76.284.900	77.587.768
Dettes commerciales		39.320.015	43.727.327
Passifs d'impôts exigibles	15	23.059.231	27.665.573
Provisions		198.734	108.813
Autres dettes	21	71.065.826	70.202.970
		209.928.706	219.292.451
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		2.155.080.939	1.805.210.768

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	34	508.425.209	527.417.660
Production immobilisée		65.124.522	52.300.539
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		-2.654.965	-1.532.123
Autres produits opérationnels		11.546.584	16.743.376
Matières premières et consommables utilisés		-211.070.905	-215.385.332
Autres charges externes		-86.008.727	-82.802.142
Frais de personnel	23	-107.457.899	-105.332.349
Dotations aux amortissements	24	-31.491.005	-30.056.296
Autres charges opérationnelles		-47.545.366	-52.525.982
Résultat opérationnel avant variation sur actifs biologiques		98.867.448	108.827.351
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	8	30.528.614	-86.342.618
Résultat opérationnel		129.396.062	22.484.733
Produits provenant de titres disponibles à la vente		323.783	0
Autres produits financiers	26	34.605.372	8.999.980
Plus-values sur cessions d'actifs		422.559	461.076
Moins-values sur cessions d'actifs		-858.576	-897.304
Charges financières	27	-24.428.370	-12.706.521
Résultat avant impôts		139.460.830	18.341.964
Charge d'impôts sur le résultat	28	-29.006.520	-35.175.250
Charge d'impôts différés	28	-4.877.895	22.088.353
Résultat net de l'exercice		105.576.415	5.255.067
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		53.160.204	9.122.322
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		52.416.211	-3.867.255
Résultat net par action non dilué	29	3,68	-0,27
Nombre d'actions Socfin		14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué		3,68	-0,27
Résultat net par action dilué		3,68	-0,27

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		105.576.415	5.255.067
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	19	-1.394.917	5.588.494
Impôts sur les pertes et gains actuariels		361.889	-1.424.095
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat		-1.033.028	4.164.399
Variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées, avant impôts		-2.319.871	0
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		677.866	0
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	10	-355.139	1.764.058
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		76.804	-541.066
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		91.295.423	-164.115.423
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		89.375.083	-162.892.431
Total des autres éléments du résultat étendu		88.342.055	-158.728.032
Résultat étendu		193.918.470	-153.472.965
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		93.549.161	-65.907.530
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		100.369.309	-87.565.435

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2014	2013
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		52.416.211	-3.867.255
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		53.160.204	9.122.322
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	8	-30.528.614	86.342.618
Juste valeur de la production agricole	12	1.133.223	5.483.310
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		159.061	-815.901
Dotations et reprises aux amortissements et provisions		14.548.359	33.716.214
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		482.660	437.163
Charge d'impôts	28	33.884.415	13.086.897
Capacité d'autofinancement		125.255.519	143.505.368
Intérêts payés - reçus		6.092.406	2.373.925
Impôts payés		-29.006.520	-35.175.250
Variation de stocks		11.346.277	-7.765.370
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		13.604.721	-14.282.281
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-21.806.707	47.778.639
Comptes de régularisation		1.276.877	-1.942.194
Variation du besoin en fonds de roulement		4.421.168	23.788.794
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		106.762.573	134.492.837
Activités d'investissement			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-62.157	1.101.804
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-131.604.542	-136.150.690
Cessions d'immobilisations corporelles		1.620.875	2.014.697
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		3.272.479	-478.586
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie	3	-4.242.255	-22.691.182
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-131.015.600	-156.203.957
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-14.240.000	-24.920.000
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-23.108.349	-43.317.502
Produits de l'émission d'actions		2.436.691	0
Produits d'emprunts		101.074.903	20.729.312
Remboursements d'emprunts		-10.259.931	-1.583.967
Intérêts payés - reçus		-6.092.406	-2.373.925
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		49.810.908	-51.466.082
Incidence des écarts de conversion		3.147.531	-5.757.141
Entrées/sorties de périmètre		42.031	-5.916.983
Variation nette de trésorerie		28.747.443	-84.851.326
Trésorerie au 1 ^{er} janvier	16	44.740.790	129.592.116
Trésorerie au 31 décembre	16	73.488.233	44.740.790
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		28.747.443	-84.851.326

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 31 décembre 2012	24.920.000	501.847	2.492.000	5.747.068	704.991.941	738.652.856	739.968.559	1.478.621.415
Conversion de passifs non monétaires au taux de clôture (consécutif à l'abandon de la devise fonctionnelle)					7.789.293	7.789.293	7.710.264	15.499.557
Situation au 1^{er} janvier 2013	24.920.000	501.847	2.492.000	5.747.068	712.781.234	746.442.149	747.678.823	1.494.120.972
Résultat de l'exercice					-3.867.255	-3.867.255	9.122.322	5.255.067
Pertes et gains actuariels					2.038.046	2.038.046	2.126.353	4.164.399
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					721.418	721.418	501.574	1.222.992
Ecarts de conversion				-86.457.644		-86.457.644	-77.657.779	-164.115.423
Résultat étendu				-86.457.644	-1.107.791	-87.565.435	-65.907.530	-153.472.965
Dividendes					-17.800.000	-17.800.000	-43.479.052	-61.279.052
Acomptes sur dividendes					-7.120.000	-7.120.000	0	-7.120.000
Autres variations					-1.076.881	-1.076.881	-13.561.710	-14.638.591
Transactions avec les actionnaires					-25.996.881	-25.996.881	-57.040.762	-83.037.643
Situation au 31 décembre 2013	24.920.000	501.847	2.492.000	-80.710.576	685.676.562	632.879.833	624.730.531	1.257.610.364
Situation au 1^{er} janvier 2014	24.920.000	501.847	2.492.000	-80.710.576	685.676.562	632.879.833	624.730.531	1.257.610.364
Résultat de l'exercice					52.416.211	52.416.211	53.160.204	105.576.415
Pertes et gains actuariels					-503.746	-503.746	-529.282	-1.033.028
Variation de la juste valeur des instruments financiers					-1.642.005	-1.642.005	0	-1.642.005
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente					-166.921	-166.921	-111.414	-278.335
Ecarts de conversion				50.265.770		50.265.770	41.029.653	91.295.423
Résultat étendu				50.265.770	50.103.539	100.369.309	93.549.161	193.918.470
Dividendes					-11.392.000	-11.392.000	-24.848.396	-36.240.396
Acomptes sur dividendes					-2.848.000	-2.848.000	0	-2.848.000
Autres variations (*)					-17.965.417	-17.965.417	68.930.240	50.964.823
Transactions avec les actionnaires					-32.205.417	-32.205.417	44.081.844	11.876.427
Situation au 31 décembre 2014	24.920.000	501.847	2.492.000	-30.444.806	703.574.684	701.043.725	762.361.536	1.463.405.261

(*) Au 31 décembre 2014, les impacts sont dus principalement :

- à la variation du pourcentage de participation dans Socfinaf S.A suite à l'échange de 9% des actions Socfinaf S.A contre 100% des actions de SAFA et à l'augmentation de capital par apport en nature pour -5,9 millions d'euros (part Groupe) et -7 millions d'euros (part des minoritaires) ;
- au transfert de la plus-value de cession réalisée par Socfin lors de l'échange des titres Socfinaf S.A., pour +10,5 millions d'euros, du résultat vers les réserves consolidées (part Groupe) ;
- à l'entrée dans le périmètre de SAFA pour -9,3 millions d'euros (part Groupe) et +37,7 millions d'euros (part des minoritaires) ; et
- à la diminution du pourcentage de détention des filiales détenues par Socfinaf S.A. consécutive aux opérations d'échange et à l'augmentation de capital :
 - * notamment pour la part Groupe : SOGB, LAC et Okomu pour respectivement -5, -3,9 et -2,3 millions d'euros ;
 - * pour la part des minoritaires : SAC pour +11,2 ; SOGB pour +5,9 ; Socapalm pour +4,1 ; LAC pour +3,8 ; SRC pour +3,7 ; Okomu pour +3 et Brabanta pour +3 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

	2014	2013
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	14.240.000	24.920.000
Nombre d'actions	14.240.000	14.240.000
Dividende par action distribué sur la période	1,00	1,75

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

La Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé Socfin (« la Société ») a été constituée le 5 décembre 1959. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (« Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Afrique et en Asie du Sud-Est.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre du commerce sous le n° B 5937.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 2 avril 2015, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 sont entrés en vigueur :

- La version révisée d'IAS 27 qui s'intitule dorénavant « Etats financiers individuels », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La nouvelle version d'IAS 27 se limite dorénavant à la comptabilisation des participations dans des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers individuels. Les principes énoncés dans la norme

IAS 27 actuelle pour les états financiers individuels demeurent inchangés dans la version révisée d'IAS 27. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme.

- La version révisée d'IAS 28 qui s'intitule dorénavant « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). IAS 28 est modifiée pour être conforme aux modifications apportées suite à la publication d'IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12. Elle définit la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et expose les exigences lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans les entreprises associées et coentreprises.
- La norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette nouvelle norme reprend les principes concernant la consolidation, elle annule et remplace la section sur les états financiers consolidés de la norme IAS 27 actuelle. L'interprétation SIC 12 « Consolidation - entités ad hoc » est également supprimée et est intégrée dans IFRS 10. IFRS 10 définit le contrôle sur base de trois éléments : le pouvoir détenu sur l'entité, l'exposition ou le droit à des rendements et la capacité d'influencer sur ces rendements à travers le pouvoir exercé sur l'entité.
- La norme IFRS 11 « Partenariats », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). La norme annule et remplace IAS 31 « Participations dans des coentreprises » et SIC 13 « Entités contrôlées conjointement - apports non monétaires par des coentrepreneurs ».
- La norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », applicable au 1^{er} janvier 2013 (*). Cette norme intègre les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, aux partenariats, dans des entreprises associées et dans des entités structurées non consolidées.

Etats financiers consolidés

- Les amendements sur les dispositions transitoires des normes IFRS 10, 11 et 12, applicables au 1^{er} janvier 2013 (*). Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allègements sur les informations comparatives à présenter.
 - Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 « Entités d'investissement », applicables au 1^{er} janvier 2014. Une entité d'investissement est exemptée de consolider ses filiales et doit comptabiliser ses placements à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9 « Instruments financiers ». Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.
 - Les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : compensation des actifs et passifs financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. Les amendements clarifient d'une part, la signification de « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » (Application guidance - AG 38 modifiée) et d'autre part, que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés équivalents à un règlement sur la base du montant net.
 - Les amendements à IAS 36 « Dépréciation des actifs : informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers », applicables au 1^{er} janvier 2014. L'objectif de ces amendements est de clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.
 - Les amendements d'IAS 39 et d'IFRS 9 : « Instruments financiers : novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture », applicables au 1^{er} janvier 2014. Ces amendements permettent par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires.
- (*) Au niveau européen, ces textes devaient être appliqués simultanément au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Le Groupe a appliqué ces normes de façon rétrospective conformément aux dispositions transitoires, elles n'ont pas affecté de manière significative les comptes consolidés du Groupe. L'application d'IFRS 12 impacte les informations requises dans les annexes.
- L'application des autres amendements n'a pas eu d'incidence pour le Groupe.
- Socfin a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2014 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés :
- L'interprétation IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1^{er} janvier 2014 (*) et relative à la date de comptabilisation des taxes prélevées par une autorité publique dans les états financiers de l'entité qui paie ces taxes.
 - L'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel », applicable au 1^{er} juillet 2014 (**). Cet amendement vise à simplifier la comptabilisation des cotisations qui ne sont pas liées au nombre d'années de services.
 - Les amendements résultant des processus d'améliorations annuelles des IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013, applicables au 1^{er} juillet 2014 (**).
 - Les amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers : initiative - informations à fournir », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IAS 16 et à IAS 38 intitulés « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IAS 16 et à IAS 41 « Agriculture : actifs biologiques producteurs », applicables au 1^{er} janvier 2016. Ces amendements visent à inclure les actifs biologiques producteurs tels que les hévéas et les palmiers à huile dans le champ d'application d'IAS 16 au lieu de IAS 41 et permettent de les évaluer selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation (***) .
 - Les amendements à IAS 27 « La mise en équivalence dans les états financiers individuels », applicables au 1^{er} janvier 2016 vont permettre aux entités d'utiliser la méthode de la mise en équivalence telle que décrite par IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et coentreprises » pour comptabiliser dans leurs états financiers individuels leurs participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées. Le Groupe n'est pas concerné par ces amendements.
 - Les amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise », applicables au 1^{er} janvier 2016.
 - Les amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 « Entités d'investissement : application de l'exemption de consolidation », applicables au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe ne fait pas partie de cette catégorie

particulière d'entreprise et n'est donc pas concerné par ces amendements.

- Les amendements à IFRS 11 « Partenariats : comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune », applicables au 1^{er} janvier 2016. L'objectif des modifications est d'ajouter de nouvelles directives dans l'IFRS 11 sur la comptabilisation de l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune dans laquelle l'activité de l'entreprise commune constitue une entreprise, comme le définit l'IFRS 3.
- La norme IFRS 14 « Comptes de report réglementaires », applicable au 1^{er} janvier 2016. Le Groupe n'est pas concerné par cette norme qui est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS qui sont soumis à la réglementation des tarifs.
- Les amendements résultant des améliorations annuelles des IFRS pour le cycle 2012-2014, applicables au 1^{er} janvier 2016.
- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », applicable au 1^{er} janvier 2017. La nouvelle norme énonce un modèle global unique pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Elle remplace les normes actuelles sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, IAS 11, IFRIC 13, IFRIC 15, IFRIC 18 et SIC 31.
- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », applicable au 1^{er} janvier 2018. Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et vise à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

(*) Au niveau européen, IFRIC 21 doit être appliquée au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 17 juin 2014 ou après cette date.

(**) Au niveau européen, ces amendements doivent être appliqués au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant le 1^{er} février 2015 ou après cette date.

(***) A ce jour, ce texte n'est pas approuvé au niveau européen. Une application anticipée de cette norme pourrait être envisagée.

Certaines normes ou amendements auront une incidence sur les comptes consolidés du Groupe, notamment IAS 16 et IAS 41.

Les actifs biologiques seront inclus dans le champ d'application d'IAS 16 et seront évalués selon le modèle du coût ou selon le modèle de la réévaluation et non plus à la juste valeur. Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux périodes annuelles commençant le 1^{er} janvier 2016 ou après.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- les actifs biologiques (IAS 41), la production agricole (IAS 2/IAS 41) ainsi que les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant au 31 décembre 2014 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfin ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfin exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2014 clôturent leurs comptes au 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Etats financiers consolidés

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfin exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation.

Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence entre la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments remis en échange pour prendre le contrôle ; la valeur des intérêts minoritaires ; la juste valeur, à la date d'acquisition, des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfin et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs

Etats financiers consolidés

et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.19).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « écarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Suite à l'évolution des transactions de la filiale indonésienne PT Socfindo, la monnaie fonctionnelle est, depuis 2013, la roupie indonésienne et non plus le dollar américain. Le changement de devise fonctionnelle a été appliqué de manière prospective en convertissant l'ensemble des éléments dans la nouvelle devise au taux de change en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Le changement de devise fonctionnelle n'a pas d'impact sur les fonds propres à l'ouverture, les écarts de conversion antérieurs étant maintenus dans les fonds propres. Cependant, suite à l'abandon de la devise fonctionnelle, les provisions pour impôts différés relatives à des éléments d'actifs évalués à la juste valeur sont converties au taux de clôture. Cette conversion à un impact de 15,5 millions d'euros sur les fonds propres à l'ouverture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
1 euro est égal à :	2014	2013	2014	2013
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Cedi ghanéen	3,8641	3,2481	3,9992	2,7409
Roupie indonésienne	15.133	16.821	15.684	13.939
Riel cambodgien	4.980	5.543	5.357	5.390
Naïra nigérian	203,55	213,73	207,40	206,61
Dobra de São Tomé	24.498	24.498	24.498	24.498
Franc congolais	1.128	1.266	1.221	-
Dollar américain	1,2141	1,3791	1,3184	1,3291

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Concessions et brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 20 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (terrains et bâtiments ou partie de bâtiments) détenus pour en retirer des loyers et/ou pour en valoriser le capital.

Les immeubles de placement sont inscrits pour leur coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles comptabilisations de perte de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. La durée d'amortissement des immeubles de placement est fixée à 50 ans.

1.12. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques en Afrique et en Asie. Ces actifs biologiques, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par l'IAS 41 « Agriculture ». Il en va de même pour la production agricole au moment de la récolte et notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques sont évalués, lors de la comptabilisation initiale ainsi qu'à chaque clôture, à leur juste valeur diminuée des coûts estimés au point de vente. Il n'existe pas de marché actif pour les actifs biologiques (les palmiers et les hévéas) qui permettrait d'en déterminer la juste valeur. De même, compte tenu de la particularité de chaque plantation (situation géographique, environnement politique et social, conditions climatiques, nature du sol, qualité du matériel végétal...), il n'existe pas de transaction de référence qui permettrait une évaluation globale des actifs biologiques. Il n'existe pas non plus de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, les fonds de tasse). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Elles ne peuvent donc être retenues pour alimenter le modèle d'évaluation de la juste valeur utilisé par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives aux actifs biologiques du Groupe ou à leur production agricole.

Par conséquent, afin de déterminer la juste valeur de ces actifs de manière fiable, le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts qui serait retenue par des cocontractants pour en fixer le prix.

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique et des surfaces en exploitation. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne de marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La juste valeur de l'actif biologique est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. Pour l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques au 31 décembre 2014, le Groupe a considéré les dernières données historiques fiables disponibles quant aux marges moyennes réellement constatées, à savoir les exercices 2010 à 2014. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Cette méthode est appliquée de manière homogène aux plantations tout en tenant compte des particularités locales. En effet, le modèle d'évaluation se base, tel que décrit supra, sur des données historiques de rendement

et de marges spécifiques à chaque catégorie d'actifs biologiques pour chaque plantation. En outre, le taux d'actualisation, l'une des données sensibles du modèle, est adapté aux spécificités locales. Il tient compte du taux de financement long terme applicable à l'entité, des risques de guerre et d'expropriation liés au pays, ainsi que le cas échéant d'un risque produit. Toutefois, en ce qui concerne ce dernier élément, le Groupe estime qu'il n'y a pas de risque agricole particulier lié à l'exploitation de plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Pour cette évaluation, les hypothèses générales suivantes ont été retenues : tous les actifs biologiques plantés font l'objet de l'évaluation. Les actifs biologiques immatures, qui ne sont pas en production, font l'objet d'entretiens particuliers sur la période d'immaturité dont les coûts sont pris en compte pour l'évaluation de la juste valeur. Le transfert d'actifs biologiques en production (maturité) a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile en Asie, au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile en Afrique et au cours de la septième année après le planting des hévéas. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques les plus jeunes.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

Production agricole

La production agricole est évaluée à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le prix d'un produit fini standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Cette donnée observable ne peut être retenue comme référence pour l'évaluation. Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché des produits finis réellement obtenus sur les marchés où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.13. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.14. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité. Cette dernière correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat. Elles sont non réversibles.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.15. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.12. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.16. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale diminuée des réductions de valeur adéquates couvrant les montants considérés comme non recouvrables. A la fin de l'exercice comptable, une estimation des créances commerciales douteuses est effectuée. Des provisions pour créances douteuses sont enregistrées durant l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

1.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.18. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- Instruments de couverture :

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

Etats financiers consolidés

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans le poste des autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour 2014, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments

financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts réestimés prévalant au 31 décembre 2014 sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à long terme provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

La juste valeur des emprunts a également été évaluée au 31 décembre 2013 afin de permettre la comparabilité de l'information financière.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Aux dates de clôture, ces titres sont évalués à leur juste valeur et les profits et pertes latents sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat étendu. Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Si une moins-value latente significative et durable est constatée, le cumul des profits ou des pertes antérieurement comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu est reclassé en résultat net de la période.

Si, au cours d'une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être objectivement liée à un événement survenant

après la comptabilisation de la dépréciation, la perte de valeur comptabilisée précédemment est reprise du résultat net dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de reprise de la dépréciation n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la dépréciation n'avait pas été comptabilisée.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

En cas de cession, les variations de juste valeur sur ces titres sont transférées en résultat.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/ produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.19. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.20. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé de calculer les taux d'actualisation au 31 décembre 2014 en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes de l'IAS 19.

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en autres éléments du résultat étendu.

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.21. Comptabilisation des produits

Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison et du transfert du titre de propriété, c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert à l'acheteur des risques et avantages liés à la propriété des biens.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

Le produit des dividendes sur placements est comptabilisé lorsque les droits des actionnaires à percevoir le paiement sont établis.

1.22. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur, notamment les actifs biologiques. Les coûts liés au planting ou replanting des plantations (évaluées à la juste valeur) sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.23. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.24. Actifs non-courants détenus pour la vente et activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.25. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle. Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un goodwill complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un goodwill partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

1.26. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs. L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques

et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.27. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 et IAS 41. En effet, en l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur basé sur des flux de trésorerie futurs actualisés. Cet exercice implique l'utilisation de certaines hypothèses sensibles pour déterminer les flux futurs de trésorerie et le taux d'actualisation. Les principales caractéristiques du modèle établi par le Groupe et hypothèses retenues pour l'application de celui-ci dans le cadre des normes IAS 41 et IFRS 13, sont décrites à la note 1.12.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2014	2014	2014	2013	2013	2013
AFRIQUE						
Hévéa et Palmier						
SOGB S.A.	37,45	73,16	IG	40,51	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »	58,79	100,00	IG	63,60	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	38,87	66,12	IG	42,05	66,12	IG
SAFACAM S.A.	40,53	68,93	IG	-	-	NC
SOCAPALM S.A.	38,22	65,00	IG	41,60	65,41	IG
Hévéa						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	58,79	100,00	IG	63,60	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	58,79	100,00	IG	63,60	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	35,83	70,01	IG	38,76	70,01	IG
Palmier						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	49,97	85,00	IG	54,06	85,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	38,22	100,00	IG	41,60	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	51,74	88,00	IG	55,97	88,00	IG
BRABANTA S.A.	58,88	100,00	IG	63,67	100,00	IG
Autres activités						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	51,18	87,06	IG	55,37	87,06	IG
PALMCAM S.A.	58,79	100,00	IG	63,60	100,00	IG
ASIE						
Hévéa et Palmier						
PT SOCFINDO	50,83	90,00	IG	50,74	90,00	IG
Hévéa						
SETHIKULA CO LTD	48,74	100,00	IG	48,65	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	48,74	86,30	IG	48,65	86,30	IG
VARANASI CO LTD	48,74	100,00	IG	48,65	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	50,83	90,00	IG	50,74	90,00	IG
EUROPE						
Autres activités						
CENTRAGES S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
INDUSERVICES S.A.	72,41	100,00	IG	73,81	100,00	IG
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	60,35	90,00	IG	61,99	90,00	IG
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A.	56,48	100,00	IG	56,37	100,00	IG
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	58,79	100,00	IG	-	-	NC
SOCFIN RESEARCH S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
SOCFINAF S.A.	58,79	58,79	IG	63,60	63,60	IG
SOCFINASIA S.A.	56,48	56,48	IG	56,37	56,37	IG
SOCFINCO S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
SOCFINCO FR S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
SOCFINDE S.A.	56,89	99,92	IG	57,77	99,92	IG
SODIMEX S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
SOGESCOL FR S.A.	57,64	100,00	IG	59,99	100,00	IG
STP INVEST S.A.	58,79	100,00	IG	63,60	100,00	IG
TERRASIA S.A.	65,48	100,00	IG	67,03	100,00	IG

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, NC : Non Consolidé.

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant la société de plantations en Côte d'Ivoire, SOGB S.A. et la société industrielle de droit ivoirien, SCC.
- * BRABANTA S.A. est une société de droit congolais (RDC) spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PALMCAM S.A. est une société holding camerounaise détenant la participation dans une plantation de palmiers à huile et d'hévéas au Cameroun, Socapalm S.A.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et Coviphama CO LTD.
- * PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SAFACAM S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCAPALM S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- * SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée au Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINAF S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans des plantations situées en Afrique.

Etats financiers consolidés

- * SOCFINASIA S.A. est une société holding de droit luxembourgeois dont l'activité est axée principalement sur la gestion d'un portefeuille de participations actives dans le domaine des plantations situées en Asie du Sud-Est.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- * SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation d'huile de palme raffinée.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations tropicales.
- * SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- * SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.

Note 3. Acquisitions d'activités

Les principales acquisitions d'activités réalisées par le Groupe au cours de l'exercice ont été les suivantes :

Fin août 2014, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français, SAFA. Celle-ci détient 68,93% de Safacam S.A. Le 31 décembre 2014, la participation SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation de capital par apport en nature.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cameroun.

Suite à l'évaluation à la juste valeur des actifs biologiques de cette dernière, Socfin a constaté un écart d'acquisition positif de 20 millions d'euros.

Le résultat social de Safacam S.A. s'élève au 31 décembre 2014 à 2,8 millions d'euros et son chiffre d'affaires à 17,8 millions d'euros. La part incluse dans le compte de résultat consolidé s'élève à 0,3 million d'euros pour le résultat social et 5,3 millions d'euros pour le chiffre d'affaires.

Socfin a également acquis au premier semestre 2014 pour 1,4 millions d'euros d'actions Socfinaf S.A. (0,49%) et pour 0,6 million d'euros d'actions Socfinasia S.A. (0,11%).

Socfinaf S.A. a acquis en juin 2014, pour 2,2 millions d'euros, 2,08% de Socapalm S.A. tandis que Palmcam S.A. a quant à elle cédé 2,49% de Socapalm S.A. pour 2 millions d'euros.

En 2013, les acquisitions ont été les suivantes :

Socfinaf S.A. a acquis le 23 octobre 2013, pour 3 millions d'euros, 100% de la société STP Invest S.A. détenant elle-même 88% d'Agripalma Lda.

Socfinasia S.A. a acquis le 13 août 2013, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra « PNS » Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros. Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

EUR	2014			2013
	SAFA	Autres acquisitions	TOTAL	TOTAL
Actifs non-courants (*)	79.789.375	10.033.005	89.822.380	28.220.951
Actifs courants	17.699.219	1.170.246	18.869.465	2.315.194
Passifs non-courants	-19.201.510	-2.555.567	-21.757.077	-3.860.079
Passifs courants	-14.528.331	-1.452.572	-15.980.903	-1.979.794
Actif net acquis	63.758.753	7.195.112	70.953.865	24.696.272
Participations ne donnant pas le contrôle (**)	-19.423.966	0	-19.423.966	-1.763.963
Ecart d'acquisition débiteurs portés à l'actif (note 4)	0	0	0	9.838.190
Ecart d'acquisition négatifs comptabilisés en résultat (note 26)	-20.010.487	0	-20.010.487	-788.500
Ecart comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	0	-2.952.857	-2.952.857	-3.001.442
Prix total payé	24.324.300	4.242.255	28.566.555	28.980.557
Acquisition par échange d'instruments de capitaux propres	-24.324.300	0	-24.324.300	0
A payer lors du prochain exercice	0	0	0	-1.614.375
Paieement au cours de l'exercice mais postérieur à la date d'acquisition	0	0	0	-4.675.000
Réglé en liquidités	0	-4.242.255	-4.242.255	-22.691.182
Sortie nette de liquidités sur acquisition				
Paieement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	0	-4.242.255	-4.242.255	-22.691.182
Liquidités et soldes bancaires acquis	42.031	0	42.031	0
Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie	42.031	-4.242.255	-4.200.224	-22.691.182

(*) En 2014, la juste valeur des actifs biologiques de Safacam S.A., à la date d'acquisition, s'élève à 69,2 millions d'euros. En 2013, la juste valeur des actifs biologiques d'Agripalma Lda et de Coviphama Co Ltd, à la date d'acquisition, s'élève respectivement à 10 et 5,5 millions d'euros (note 8).

(**) Les participations ne donnant pas le contrôle ont été évaluées sur base de la quote-part dans l'actif net acquis.

Note 4. Ecart d'acquisition

EUR	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	16.242.469	6.404.279
Entrées de l'exercice	0	9.838.190
Juste valeur au 31 décembre	16.242.469	16.242.469

En 2013, PNS Ltd S.A. a comptabilisé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros suite à l'acquisition de 90% de Coviphama Co Ltd.

Note 5. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	1.064.095	2.871.688	3.935.783
Acquisitions de l'exercice	177.847	808.226	986.073
Sorties de l'exercice	-945	-2.104.698	-2.105.643
Reclassements vers d'autres postes	-115	1.332.194	1.332.079
Changements de périmètre	245	119	364
Ecart de conversion	-2.319	-358.622	-360.941
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	1.238.808	2.548.907	3.787.715
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-461.023	-2.011.338	-2.472.361
Amortissements de l'exercice	-199.967	-263.394	-463.361
Reprises d'amortissements de l'exercice	945	385.684	386.629
Reclassements vers d'autres postes	115	0	115
Changements de périmètre	-163	-80	-243
Ecart de conversion	1.582	212.019	213.601
Amortissements au 31 décembre 2013	-658.511	-1.677.109	-2.335.620
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	580.297	871.798	1.452.095
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	1.238.808	2.548.907	3.787.715
Acquisitions de l'exercice	4.616	57.541	62.157
Sorties de l'exercice	0	-11.023	-11.023
Reclassements vers d'autres postes	-970.900	970.900	0
Changements de périmètre	0	11.231	11.231
Ecart de conversion	5.416	131.379	136.795
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	277.940	3.708.935	3.986.875
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-658.511	-1.677.109	-2.335.620
Amortissements de l'exercice	-63.032	-405.360	-468.392
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	10.432	10.432
Reclassements vers d'autres postes	489.487	-489.487	0
Ecart de conversion	-5.125	-78.770	-83.895
Amortissements au 31 décembre 2014	-237.181	-2.640.294	-2.877.475
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	40.759	1.068.641	1.109.400

Etats financiers consolidés

Note 6. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes (*)	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	12.637.886	172.251.691	121.269.309	145.221.771	32.143.592	8.175.039	491.699.288
Acquisitions de l'exercice	5.223.842	10.777.096	6.779.458	14.311.067	49.585.482	954.135	87.631.080
Sorties de l'exercice	-839.169	-360.167	-2.531.646	-7.228.668	-7.520	0	-10.967.170
Reclassements vers d'autres postes	-4.048.380	10.285.286	696.689	16.094.468	-16.106.710	-5.947.215	974.138
Changements de périmètre	764.646	606.202	5.804	604.067	19	0	1.980.738
Ecart de conversion	-657.062	-15.732.380	-16.379.467	-2.381.811	-2.824.653	-279.913	-38.255.286
Autres	0	0	-1.447	0	0	0	-1.447
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	13.081.763	177.827.728	109.838.700	166.620.894	62.790.210	2.902.046	533.061.341
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-761.935	-91.615.728	-81.046.196	-82.044.294	0	0	-255.468.153
Amortissements de l'exercice	-30.710	-7.951.796	-8.083.463	-13.160.017	0	0	-29.225.986
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	234.645	2.411.724	7.299.827	0	0	9.946.196
Reclassements vers d'autres postes	0	0	392	278	0	0	670
Changements de périmètre	0	-2.663	-4.324	-322.534	0	0	-329.521
Ecart de conversion	1.305	8.951.653	11.534.491	896.274	0	0	21.383.723
Amortissements au 31 décembre 2013	-791.340	-90.383.889	-75.187.376	-87.330.466	0	0	-253.693.071
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	12.290.423	87.443.839	34.651.324	79.290.428	62.790.210	2.902.046	279.368.270
(*) Au 1 ^{er} janvier 2013, une avance versée a été reclassée du poste « Avances à long terme » vers les immobilisations corporelles sous le poste « Avances et acomptes ».							
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	13.081.763	177.827.728	109.838.700	166.620.894	62.790.210	2.902.046	533.061.341
Acquisitions de l'exercice	17.869.841	6.237.495	13.726.051	10.013.674	14.033.022	470.007	62.350.090
Sorties de l'exercice	-124.248	-460.927	-1.640.392	-2.805.167	-828.332	0	-5.859.066
Reclassements vers d'autres postes	-5.371.329	11.692.194	7.818.572	5.733.892	-28.672.708	-1.778.914	-10.578.293
Changements de périmètre	218.000	8.624.335	101.263	11.810.580	2.807.229	97.291	23.658.698
Ecart de conversion	1.230.043	8.826.893	7.502.685	4.547.188	4.684.429	101.411	26.892.649
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	26.904.070	212.747.718	137.346.879	195.921.061	54.813.850	1.791.841	629.525.419
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-791.340	-90.383.889	-75.187.376	-87.330.466	0	0	-253.693.071
Amortissements de l'exercice	-29.368	-8.103.103	-8.056.385	-14.470.836	0	0	-30.659.692
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	225.842	1.553.774	2.382.365	0	0	4.161.981
Reclassements vers d'autres postes	0	72.285	0	1.016	0	0	73.301
Changements de périmètre	0	-4.498.422	-79.067	-8.751.745	0	0	-13.329.234
Ecart de conversion	-3.932	-4.096.818	-4.995.995	-2.380.760	0	0	-11.477.505
Amortissements au 31 décembre 2014	-824.640	-106.784.105	-86.765.049	-110.550.426	0	0	-304.924.220
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	26.079.430	105.963.613	50.581.830	85.370.635	54.813.850	1.791.841	324.601.199

Note 7. Immeubles de placement

	<i>EUR</i>
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2013	9.462.531
Acquisitions de l'exercice	57.967
Sorties de l'exercice	-12.242
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2013	9.508.255
Amortissements au 1^{er} janvier 2013	-2.478.955
Amortissements de l'exercice	-366.949
Reprises d'amortissements de l'exercice	12.242
Amortissements au 31 décembre 2013	-2.833.662
Valeur nette comptable au 31 décembre 2013	6.674.594
Valeur d'acquisition au 1^{er} janvier 2014	9.508.255
Acquisitions de l'exercice	2.959
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2014	9.511.214
Amortissements au 1^{er} janvier 2014	-2.833.662
Amortissements de l'exercice	-362.920
Amortissements au 31 décembre 2014	-3.196.582
Valeur nette comptable au 31 décembre 2014	6.314.633

Les locations sont conclues sous la forme de baux renouvelables de 9 ans (expiration au 30/04/2017). Les locaux donnés en location de l'immeuble Champ de Mars ont généré des produits locatifs pour 0,79 million d'euros. Les charges opérationnelles directes occasionnées par cet immeuble s'élèvent à 0,52 million d'euros.

Les 5^{ème} et 6^{ème} étages de l'immeuble situé 2 place du Champ de Mars à Bruxelles ont été évalués par un expert

indépendant lors de l'acquisition de l'Immobilier de la Pépinière S.A. en décembre 2006. Cette valeur a été utilisée pour l'évaluation de l'immeuble lors de l'entrée dans le périmètre. Il n'y a pas eu de nouvelle évaluation depuis lors. Le rez-de-chaussée acquis en 2007 a été évalué à sa valeur d'acquisition.

La cession éventuelle de l'immeuble est soumise, de par le contrat d'emprunt, à l'accord préalable du créancier.

Note 8. Actifs biologiques

* Détail des actifs biologiques comptabilisés dans l'état de la situation financière

	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier 2013	1.446.003.440
Variation de la juste valeur	-43.754.871
Entrées de périmètre	15.485.079
Autres mouvements sur actifs biologiques	-55
Ecart de conversion	-203.784.350
Juste valeur au 31 décembre 2013	1.213.949.243
Juste valeur au 1^{er} janvier 2014	1.213.949.243
Variation de la juste valeur	108.379.338
Entrées de périmètre	69.154.382
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56
Ecart de conversion	97.393.293
Juste valeur au 31 décembre 2014	1.488.876.200

La juste valeur des actifs biologiques est déterminée sur base de critères internes (voir note 1.12) qui ne sont pas observables sur un marché actif. La juste valeur est donc classée en niveau 3 au sens du paragraphe 87 d'IFRS 13.

* Détail des superficies en hectares

	2014	2013
Palmiers		
Immatures	29.333	25.804
En production	86.966	77.690
Total palmiers	116.299	103.494
Hévéas		
Immatures	25.242	22.041
En production	39.828	36.554
Total hévéas	65.070	58.595

* Détail des rendements (en tonnes par hectare)

	2014	2013
Palmiers		
Jeunes	De 12,74 à 23,95	De 12,35 à 24,13
Matures	De 15,73 à 24,83	De 14,97 à 24,83
Vieux	De 12,10 à 21,53	De 12,40 à 21,87
Hévéas		
Jeunes	De 1,22 à 1,69	De 1,15 à 1,90
Matures	De 1,40 à 2,42	De 1,59 à 2,52
Vieux	De 0,79 à 1,67	De 1,14 à 1,67

Etats financiers consolidés

* *Détail de la production*

	2014	2013
Quantités produites (en tonnes)		
Régimes de palme	1.532.735	1.392.689
Caoutchouc	61.621	56.004
Juste valeur de la production (en euro)		
Régimes de palme	165.128.591	145.407.581
Caoutchouc	53.741.930	67.832.684

* *Détail de la marge moyenne (en euro par tonne)*

	2014	2013
Palmiers		
Minimum	53,40	53,36
Maximum	80,32	73,40
Hévéas		
Minimum	123,87	277,68
Maximum	1.057,87	1.138,81

* *Marge réalisée sur la production agricole (en euro par tonne)*

	2014	2013
Régimes de palme	68,66	65,60
Caoutchouc	352,49	685,53

* *Taux d'actualisation*

	2014	2013
Sierra Leone	13,00%	13,00%
Liberia	10,80%	10,80%
Côte d'Ivoire	10,70%	11,50%
Ghana	13,00%	-
Nigeria	16,20%	13,80%
Cameroun	11,00%/12,10%	12,00%
São Tomé et Príncipe	13,00%	13,00%
Congo (RDC)	13,00%	13,00%
Cambodge	13,00%	13,00%
Indonésie	9,80%	9,80%

Etats financiers consolidés

* **Rapprochement de la juste valeur comptabilisée dans l'état de la situation financière et au compte de résultat**

- Etat de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	1.213.949.243	1.446.003.440
Variation de la juste valeur	108.379.338	-43.754.871
Entrées de périmètre	69.154.382	15.485.079
Autres mouvements sur actifs biologiques	-56	-55
Ecart de conversion	97.393.293	-203.784.350
Situation au 31 décembre	1.488.876.200	1.213.949.243

- Compte de résultat

	2014	2013
	EUR	EUR
Variation de la juste valeur	108.379.338	-43.754.871
Dépenses d'investissements en actifs biologiques immatures (*)	-77.850.724	-42.587.747
Situation au 31 décembre	30.528.614	-86.342.618

(*) Les dépenses relatives aux actifs biologiques immatures sont prises en charge au cours de l'exercice où elles sont encourues (voir note 1.12).

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur des actifs biologiques lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 31 décembre	1.488.876.200	1.213.949.243
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	1.438.200.974	1.172.096.259
Diminution de 0,5%	1.542.601.356	1.258.334.148
Marges moyennes réalisées		
Augmentation de 5%	1.560.102.041	1.272.123.136
Diminution de 5%	1.417.641.510	1.155.766.415

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode que celle utilisée pour déterminer la juste valeur des actifs biologiques.

Les actifs biologiques sont utilisés de manière optimale.

Etats financiers consolidés

Note 9. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2014	2013	2014	2013
Production d'huile de palme et de caoutchouc					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	63%	59%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	61%	58%	34%	34%
SAFACAM S.A. (*)	Cameroun	59%	NC	31%	NC
SOCAPALM S.A.	Cameroun	62%	58%	35%	35%
PT SOCFINDO	Indonésie	49%	49%	10%	10%
Production de caoutchouc					
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	Liberia	41%	36%	0%	0%
Gestion de portefeuille de participations					
SOCFINASIA S.A.	Luxembourg	44%	44%	44%	44%

(*) Safacam S.A. est entrée dans le périmètre de consolidation en août 2014.

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	16.399.782	10.519.446	136.637.332	118.171.355
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	5.062.545	2.575.616	65.287.751	56.501.748
SAFACAM S.A.	-2.615.289	-	34.565.776	-
SOCAPALM S.A.	11.673.795	3.774.887	86.668.352	75.603.729
PT SOCFINDO	36.455.880	-3.208.954	282.958.095	246.157.448
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	-1.641.944	607.388	35.229.597	28.611.242
SOCFINASIA S.A.	-1.664.807	-4.101.829	31.507.522	21.809.976
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			89.507.110	77.875.033
Participations ne donnant pas le contrôle			762.361.536	624.730.531

Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	35.660.851	91.775.326	32.192.218	16.554.516
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	17.436.645	51.513.571	12.123.306	14.542.822
SOCAPALM S.A.	20.427.348	124.554.825	31.140.545	15.234.318
PT SOCFINDO	35.624.688	73.651.643	30.283.740	19.232.481
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	9.542.565	44.460.512	6.521.508	-
SOCFINASIA S.A.	53.736.316	286.689.194	7.768.172	-

2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	28.850.340	95.825.561	22.704.865	22.559.506
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	13.916.930	73.877.342	22.954.875	17.809.579
SAFACAM S.A.	6.890.681	30.242.776	4.695.143	-
SOCAPALM S.A.	22.683.643	120.525.549	33.263.772	10.112.265
PT SOCFINDO	35.431.289	84.797.609	28.062.817	23.212.399
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	12.424.014	54.955.245	4.803.870	9.010.469
SOCFINASIA S.A.	72.188.339	289.990.620	7.112.856	-

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2013	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	100.782.243	8.905.141	-	8.905.141	3.712.335
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	42.884.281	9.987.586	-	9.987.586	7.756.401
SOCAPALM S.A.	63.428.557	8.908.110	-	8.908.110	1.898.330
PT SOCFINDO	175.209.576	57.603.885	-	57.603.885	5.804.040
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	27.317.333	3.955.008	-	3.955.008	-
SOCFINASIA S.A.	-	46.166.186	-	46.166.186	22.029.965

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Autres éléments du résultat étendu de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
					EUR
2014	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	87.720.366	6.979.127	-	6.979.127	1.679.371
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	41.733.718	7.181.388	-	7.181.388	1.716.145
SAFACAM S.A.	5.256.187	287.365	-	287.365	-
SOCAPALM S.A.	68.929.165	9.103.787	-	9.103.787	2.921.267
PT SOCFINDO	163.607.852	55.468.346	-	55.468.346	5.302.815
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	22.919.666	-339.901	-	-339.901	-
SOCFINASIA S.A.	-	46.170.159	-	46.170.159	9.598.403

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2013	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	5.914.137	-13.009.840	-4.684.411	-11.780.115
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.471.216	-16.928.337	-8.092.535	-12.549.656
SOCAPALM S.A.	23.260.809	-17.083.946	-6.103.450	73.413
PT SOCFINDO	64.532.899	-10.515.128	-58.040.398	-4.022.627
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	13.720.730	-8.932.321	-6.246.121	-1.457.712
SOCFINASIA S.A.	48.610.266	-2.811.853	-54.292.005	-8.493.592

2014	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	12.473.761	-11.235.755	603.165	1.841.171
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	12.064.876	-23.499.661	-2.426.536	-13.861.321
SAFACAM S.A.	1.644.706	-738.904	-	905.802
SOCAPALM S.A.	19.471.874	-8.062.995	-12.999.994	-1.591.115
PT SOCFINDO	62.907.887	-9.558.422	-53.028.148	321.316
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	-1.408.776	-6.482.507	8.297.546	406.263
SOCFINASIA S.A.	45.754.011	-3.301.426	-24.505.556	17.947.029

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 10. Titres disponibles à la vente

	2014	2013
	EUR	EUR
Juste valeur au 1^{er} janvier	5.397.778	1.108.652
Variation de la juste valeur (*)	-355.139	1.764.058
Entrées de l'exercice	71.707	2.639.725
Cessions de l'exercice	-337.474	-114.657
Juste valeur au 31 décembre	4.776.872	5.397.778

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2014	2013	2014	2013
Titres disponibles à la vente	3.009.438	3.275.204	4.776.872	5.397.778

Etats financiers consolidés

Note 11. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	3.537.851	1.520.542
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	45.275	-668
IAS 12 : Latences fiscales	423.010	0
IAS 16 : Immobilisations corporelles	0	-332.748
IAS 19 : Engagements de retraites	3.214	2.010.817
IAS 21 : Ecart de conversion	-3.654	3.625
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-467.402	0
IAS 38 : Frais d'établissement	-3.392	116.567
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	13.414	13.306
IAS 39 : Contrats de change à terme	-112.889	67.130
IAS 39 : Juste valeur des instruments financiers	677.866	0
IAS 41 : Actifs biologiques	5.045.603	2.091.921
Autres	-120.674	-123.329
Ecart de conversion	833.793	-1.829.312
Situation au 31 décembre	9.872.015	3.537.851

* Composants des passifs d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	257.333.974	333.337.083
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-160.670	-1.169.970
IAS 12 : Latences fiscales	-7.247.309	0
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-74.879	-508.788
IAS 19 : Engagements de retraites	-1.836.113	2.814.466
IAS 21 : Ecart de conversion	16.894	0
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-45.036	10.521
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-672.536	130.347
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	-76.804	541.066
IAS 39 : Contrats de change à terme	24.694	0
IAS 41 : Actifs biologiques	37.981.614	-29.936.231
Autres	-60.923	247.224
Ecart de conversion	20.070.974	-48.131.744
Situation au 31 décembre	305.253.880	257.333.974

Etats financiers consolidés

*** Actifs et passifs fiscaux éventuels**

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Brabanta S.A. (RDC) dispose de pertes fiscales récupérables de 5,3 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture.

Socfinaf S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 12,8 millions d'euros, PNS Ltd S.A. de 7 millions d'euros, Socfinasia S.A. de 6,3 millions d'euros et Socfin de 3,4 millions d'euros.

Par ailleurs, l'Immobilière de la Pépinière dispose de pertes fiscales récupérables de 1,6 millions d'euros dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture.

Toutes ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 12. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2014	2013
	EUR	EUR
Matières premières	11.422.975	16.563.951
Consommables	26.455.816	21.402.329
Produits en cours de fabrication	17.411.827	15.916.782
Produits finis	17.783.827	14.802.256
Acomptes versés et commandes en cours	5.918.304	12.300.769
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	78.992.749	80.986.087
Réductions de valeur sur stocks	-1.472.072	-1.010.506
Total net au 31 décembre	77.520.677	79.975.581

* Réconciliation des stocks

	2014	2013
	EUR	EUR
Situation au 1^{er} janvier	80.986.087	90.214.081
Variation de stocks	-5.194.997	5.513.352
Juste valeur de la production agricole	-1.133.223	-5.483.310
Ecart de conversion	4.334.882	-9.258.036
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	78.992.749	80.986.087
Réductions de valeur sur stocks	-1.472.072	-1.010.506
Total net au 31 décembre	77.520.677	79.975.581

Etats financiers consolidés

Note 13. Créances commerciales (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	23.135.720	26.267.373
Avances et acomptes versés	10.601.366	11.892.991
Total net au 31 décembre	33.737.086	38.160.364

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent à 3 millions d'euros aux 31 décembre 2014 et 2013.

Note 14. Autres créances (actifs courants)

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances sociales	739.909	675.668
Autres créances	31.413.904	30.028.026
Comptes de régularisation	1.539.814	1.016.246
Valeur au 31 décembre	33.693.627	31.719.940

Note 15. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	10.625.870	6.110.545
Charge d'impôts	2.140.537	6.183.898
Autres impôts	3.027.590	4.841.847
Impôts payés ou récupérés	-1.699.287	-6.811.999
Régularisations d'impôts	-72.147	590.450
Sortie de périmètre	0	-16.364
Ecart de conversion	518.911	-272.507
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	14.541.474	10.625.870

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2014	2013
	EUR	EUR
Balance d'ouverture au 1^{er} janvier	27.665.573	35.806.759
Charge d'impôts	33.519.838	37.095.377
Autres impôts	20.791.029	25.578.555
Impôts payés ou récupérés	-74.000.653	-81.560.018
Régularisations d'impôts	13.740.385	13.757.787
Sortie de périmètre	0	-339.437
Ecart de conversion	1.343.059	-2.673.450
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	23.059.231	27.665.573

Etats financiers consolidés

Note 16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	132.030.889	104.432.137
Dépôts à terme moins de 3 mois	6.867.049	10.187.196
Instruments financiers	87.175	0
Total au 31 décembre	138.985.113	114.619.333

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2014	2013
	EUR	EUR
Comptes à vue	132.030.889	104.432.137
Dépôts à terme moins de 3 mois	6.867.049	10.187.196
Concours bancaires courants	-65.409.705	-69.878.543
Total au 31 décembre	73.488.233	44.740.790

Note 17. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 ainsi qu'au 31 décembre 2013. Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 0,5 million d'euros. Le capital est représenté par 14.240.000 actions.

	Actions ordinaires	
	2014	2013
Nombre d'actions au 1^{er} janvier et au 31 décembre	14.240.000	14.240.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	14.240.000	14.240.000

Note 18. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Note 19. Engagements de retraites

Régimes de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du

Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie des provisions.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	36.502.103	29.388.413
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies	36.502.103	29.388.413
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	1.964.330	1.245.734
Coûts financiers	2.994.583	3.208.399
Coûts des régimes à prestations définies	4.958.913	4.454.133
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1^{er} janvier	29.388.413	42.649.352
Conversion de passifs non monétaires au taux de clôture (consécutif à l'abandon de la devise fonctionnelle)	0	-2.957.153
Coûts selon le compte de résultat	4.958.913	4.454.133
Entrées de l'exercice	377.497	0
Cotisations	-2.558.426	-2.346.614
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	1.394.917	-5.588.494
Sorties de l'exercice	0	-154.283
Ecarts de conversion	2.940.789	-6.668.528
Au 31 décembre	36.502.103	29.388.413

Etats financiers consolidés

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2015.

Le changement de méthode de calcul des taux d'actualisation (voir note 1.20) n'a pas d'impact matériel dans le calcul de la provision.

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2014	2013
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	396.085	-1.750.358
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-2.035.508	4.948.664
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	244.506	2.390.188
<i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i>	-1.394.917	5.588.494

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2014	2013
EUROPE		
Taux d'actualisation moyen	N/A	N/A
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	N/A	N/A
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	N/A	N/A
AFRIQUE		
Taux d'actualisation moyen	de 7,59 à 16,17%	de 11,00 à 13,70%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 10,00%	de 1,74 à 10,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	21,21	21,17
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	7,88%	9,00%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,50%	7,50%

Etats financiers consolidés

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2014	2013
	EUR	EUR
AFRIQUE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	6.659.613	6.581.988
Diminution de 0,5%	7.161.612	7.056.288
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	7.155.885	7.049.017
Diminution de 0,5%	6.668.203	6.587.247
ASIE		
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	28.530.315	21.639.255
Diminution de 0,5%	30.642.871	23.460.018
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	30.593.862	23.472.265
Diminution de 0,5%	28.531.801	21.617.096

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2015	2014
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	2.245.379	2.051.366
	2014	2013
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)		
AFRIQUE	6,0	5,8
ASIE	7,8	7,8

Régime de pension à cotisations définies

	2014	2013
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	2.382.052	2.139.009

Etats financiers consolidés

Note 20. Dettes financières

2013			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	6.609.718	29.327.160	35.936.878
Concours bancaires courants	69.878.543	0	69.878.543
Autres emprunts	1.099.507	6.083.438	7.182.945
TOTAL	77.587.768	35.410.598	112.998.366

2014			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	10.812.382	124.841.657	135.654.039
Concours bancaires courants	65.409.704	0	65.409.704
Autres emprunts	62.814	5.353	68.167
Dérivés passifs	0	2.319.872	2.319.872
TOTAL	76.284.900	127.166.882	203.451.782

Au 31 décembre 2013, un emprunt contracté par SRC a été reclassé du poste « Autres emprunts » vers le poste « Dettes auprès d'établissements financiers ».

Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 2,35% et 9%. Comme expliqué à la note 35, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA (XAF), dont la parité est liée à l'euro.

* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2013					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	1.935.383	5,65%	0	-	1.935.383
Côte d'Ivoire	9.146.940	6,50% à 6,80%	0	-	9.146.940
Nigeria	4.803.660	9,00%	0	-	4.803.660
Liberia	2.855.123	7,00% à 8,00%	0	-	2.855.123
Cameroun	10.586.054	5,50% à 6,25%	0	-	10.586.054
	29.327.160		0		29.327.160
Autres emprunts					
Belgique	9.833	10,00%	0	-	9.833
São Tomé et Principe	1.500.135	9,00%	0	-	1.500.135
Cameroun	4.573.470	4,00%	0	-	4.573.470
	6.083.438		0		6.083.438
TOTAL	35.410.598		0		35.410.598

Etats financiers consolidés

2014					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers					
Belgique	1.590.215	5,65%	0	-	1.590.215
Luxembourg	0	-	80.000.000	Euribor 6 mois + 1,5%	80.000.000
Suisse	8.000.000	2,35% à 2,45%	0	-	8.000.000
Côte d'Ivoire	18.330.885	6,00% à 6,80%	0	-	18.330.885
Nigeria	4.257.838	9,00%	0	-	4.257.838
Liberia	2.625.402	7,00% à 8,00%	0	-	2.625.402
Cameroun	10.037.317	5,00% à 6,25%	0	-	10.037.317
	44.841.657		80.000.000		124.841.657
Autres emprunts et dérivés passifs					
Belgique	5.353	10,00%	0	-	5.353
Luxembourg	2.319.872	-	0	-	2.319.872
	2.325.225		0		2.325.225
TOTAL	47.166.882		80.000.000		127.166.882

* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2013	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	1.935.383	19.732.994	4.803.660	2.855.123	29.327.160
Autres emprunts	1.509.968	4.573.470	0	0	6.083.438
TOTAL	3.445.351	24.306.464	4.803.660	2.855.123	35.410.598

2014	EUR	XAF	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	89.590.214	28.368.202	4.257.838	2.625.403	124.841.657
Autres emprunts et dérivés passifs	2.325.225	0	0	0	2.325.225
TOTAL	91.915.439	28.368.202	4.257.838	2.625.403	127.166.882

Etats financiers consolidés

* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2013						
EUR	2015	2016	2017	2018	2019 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	9.103.465	9.681.244	5.589.852	2.989.631	1.962.968	29.327.160
Autres emprunts	4.480	4.935	418	0	6.073.605	6.083.438
TOTAL	9.107.945	9.686.179	5.590.270	2.989.631	8.036.573	35.410.598

2014						
EUR	2016	2017	2018	2019	2020 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	28.987.947	40.584.695	36.496.233	18.455.968	316.814	124.841.657
Autres emprunts et flux de trésorerie des dérivés passifs	813.968	549.861	262.215	43.676	0	1.669.721
TOTAL	29.801.915	41.134.556	36.758.448	18.499.644	316.814	126.511.378

* Nature et juste valeur des instruments financiers dérivés

Nature de l'instrument	Risque couvert	Société	Montant nominal total	Echéance	Juste valeur des instruments		Hiérarchie des justes valeurs
					31/12/2014	31/12/2013	
Contrat d'échange de taux d'intérêts (taux variable/taux fixe)	Risque de taux	Socfin	80.000.000	2019	2.319.872	0	Niveau 2

Note 21. Autres dettes

	2014	2013
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.094.784	4.551.016
Autres dettes	59.809.000	57.590.068
Comptes de régularisation	18.986.149	14.236.854
Total au 31 décembre	83.889.933	76.377.938
Dont dettes non-courantes	12.824.107	6.174.967
Dont dettes courantes	71.065.826	70.202.971

Etats financiers consolidés

Note 22. Instruments financiers

2013	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	5.397.778	0	5.397.778	0	0
Avances à long terme	0	2.949.091	0	0	2.949.091	2.949.091	0
Autres actifs non-courants	0	0	0	538.289	538.289	0	538.289
Créances commerciales	0	0	0	38.160.364	38.160.364	0	38.160.364
Autres créances	0	0	0	31.719.940	31.719.940	0	31.719.940
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	114.619.333	114.619.333	0	114.619.333
Total actifs	0	2.949.091	5.397.778	185.037.926	193.384.795	2.949.091	185.037.926
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	0	35.410.598	0	0	35.410.598	37.445.239	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	6.174.968	6.174.968	0	6.174.968
Dettes financières à moins d'un an	551.608	7.709.225	0	69.326.935	77.587.768	7.709.225	69.326.935
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	43.727.327	43.727.327	0	43.727.327
Autres dettes (courants)	0	0	0	70.202.970	70.202.970	0	70.202.970
Total passifs	551.608	43.119.823	0	189.432.200	233.103.631	45.154.464	189.432.200

2013	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	5.397.778	5.397.778
Dettes financières à moins d'un an	551.608	0	0	551.608

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2014	Instruments dérivés (*)	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (**)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	à la juste valeur	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs							
Titres disponibles à la vente	0	0	4.776.872	0	4.776.872	0	0
Avances à long terme	0	1.283.150	0	1.131.919	2.415.069	1.283.150	1.131.919
Autres actifs non-courants	0	0	0	2.395.105	2.395.105	0	2.395.105
Créances commerciales	0	0	0	33.737.086	33.737.086	0	33.737.086
Autres créances	0	0	0	33.693.627	33.693.627	0	33.693.627
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	0	138.985.113	138.985.113	0	138.985.113
Total actifs	0	1.283.150	4.776.872	209.942.850	216.002.872	1.283.150	209.942.850
Passifs							
Dettes financières à plus d'un an	2.319.872	124.847.011	0	0	127.166.883	125.545.329	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	0	12.824.107	12.824.107	0	12.824.107
Dettes financières à moins d'un an	58.335	10.875.196	0	65.351.368	76.284.899	10.875.196	65.351.368
Dettes commerciales (courants)	0	0	0	39.320.013	39.320.013	0	39.320.013
Autres dettes (courants)	0	0	0	71.065.827	71.065.827	0	71.065.827
Total passifs	2.378.207	135.722.207	0	188.561.315	326.661.729	136.420.525	188.561.315

2014	Juste valeur			
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres disponibles à la vente	0	0	4.776.872	4.776.872
Dettes financières à plus d'un an	0	2.319.872	0	2.319.872
Dettes financières à moins d'un an	58.335	0	0	58.335

(*) Variations comptabilisées en compte de résultat.

(**) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Note 23. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2014	2013
Directeurs	308	288
Employés	5.961	5.544
Ouvriers (y compris saisonniers)	23.356	21.387
TOTAL	29.625	27.219

<i>Frais de personnel</i>	2014	2013
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	94.183.694	95.132.432
Charges sociales et charges liées aux retraites	13.274.205	10.199.917
Total au 31 décembre	107.457.899	105.332.349

Note 24. Dotations aux amortissements

	2014	2013
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Sur immobilisations incorporelles (note 5)	468.393	463.361
Sur immobilisations corporelles (note 6)	30.659.692	29.225.986
Sur immeubles de placement (note 7)	362.920	366.949
Total au 31 décembre	31.491.005	30.056.296

Note 25. Dépréciations d'actifs

Écart d'acquisition

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2014 se situe entre 14,60% et 16,60% et ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 2,60% et 4,60%. Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Test de perte de valeur sur l'écart d'acquisition

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

Le test de dépréciation de l'écart d'acquisition est réalisé pour la première fois pour la clôture 2014. L'entité Coviphama Co Ltd est retenue comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour laquelle le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration de ce dernier.

L'identification des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,

- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités, et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, tels que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas ;
- changements liés au taux d'actualisation ; et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'UGT évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme, et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact que

peut avoir le changement de taux d'actualisation et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou bien le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Le test le plus récent a montré que l'UGT testée n'est sujette à aucune perte de valeur, même dans les cas de figure les moins favorables (une combinaison du taux d'actualisation le plus élevé et du plus faible taux de croissance à l'infini).

Pour cette raison, le Groupe estime qu'il n'y a pas de combinaison de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini prévisible à la date d'évaluation qui pourrait aboutir à une situation où la valeur comptable des actifs incorporels puisse excéder de manière significative sa valeur recouvrable.

Etats financiers consolidés

Note 26. Autres produits financiers

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	20.010.639	850.283
Intérêts sur autres participations	152	61.783
Ecart d'acquisition négatifs	20.010.487	788.500
Sur actifs/passifs courants	14.594.733	8.149.697
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	311.832	149.731
Change à terme	599.139	0
Gains de change	12.261.600	7.359.306
Autres	1.422.162	640.660
Total au 31 décembre	34.605.372	8.999.980

Note 27. Charges financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Sur actifs/passifs non-courants	4.208.550	2.245.384
Intérêts et charges financières	4.208.550	2.245.384
Sur actifs/passifs courants	20.219.820	10.461.137
Intérêts et charges financières	2.564.767	845.191
Pertes de change	16.147.662	7.557.805
Change à terme	0	226.374
Autres	1.507.391	1.831.767
Total au 31 décembre	24.428.370	12.706.521

Note 28. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2014	2013
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	29.006.520	35.175.250
Charge d'impôts différés	4.877.895	-22.088.353
Charge d'impôts au 31 décembre	33.884.415	13.086.897

* Composants de la charge d'impôts différés

	2014	2013
	EUR	EUR
IAS 41 : Variation sur actifs biologiques	11.863.013	-20.343.505
IAS12 : Latences fiscales	-5.651.746	0
IAS 19 : Engagements de retraites	-392.648	-619.818
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-617.053	22.785
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-304.180	-1.259.263
IAS 39 : Contrats de change à terme	137.583	-67.130
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-13.414	-13.306
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-85.558	-185.159
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	393.019	10.521
IAS 21 : Ecart de conversion	20.548	-3.625
Autres	-471.669	370.147
Charge d'impôts différés au 31 décembre	4.877.895	-22.088.353

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2014	2013
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	139.460.830	18.341.964
Taux d'imposition normal de la société mère	29,22%	29,22%
Taux d'imposition normal des filiales	De 9,19% à 38,50%	De 0% à 38,50%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	34.066.522	3.142.251
Exonération d'impôts	1.380.975	0
Impôts non provisionnés	1.108.643	2.728.764
Revenus définitivement taxés	-1.996.190	289.693
Mesures favorables à l'investissement	-7.743.126	-5.773.149
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	2.705.506	1.552.797
Revenus non imposables	-4.631.814	963.783
Dépenses non déductibles	11.852.866	11.530.975
Déficits reportés imputés	-381.376	-89.504
Déficits à reporter	8.078.574	6.818.916
Autres avantages fiscaux	-11.022.301	-3.852.467
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	-2.167.220
Ajustements divers	466.136	-2.057.943
Charge d'impôts au 31 décembre	33.884.415	13.086.897

* Changement de taux des filiales

- Brabanta S.A.

Au cours de l'exercice 2013, le taux impôts des sociétés au Congo est passé de 40 à 35%.

Etats financiers consolidés

Note 29. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2014	2013
Résultat net (en euro)	52.416.211	-3.867.255
Nombre moyen d'actions	14.240.000	14.240.000
Résultat net par action non dilué (en euro)	3,68	-0,27

Note 30. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 27 mai 2015, le paiement d'un dividende total de 0,70 euro par action contre 1,30 euros lors de l'exercice précédent. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2014 d'un montant de 0,20 euro

a été versé en novembre 2014. Un solde de dividende de 0,50 euro, soit un total de 7,1 millions d'euros, reste à payer, contre 0,50 euro lors de l'exercice précédent. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 1,1 millions d'euros contre 2 millions d'euros il y a un an.

Note 31. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2014	2013
	EUR	EUR
Avantages à court terme	11.526.717	17.882.329
Avantages postérieurs à l'emploi	287.643	271.179
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

	2014	2013
	EUR	EUR
Actifs courants		
Créances commerciales	0	992.953
Autres créances	0	26.210
	0	1.019.163
Passifs non-courants		
Autres dettes	0	4.573.470
	0	4.573.470
Passifs courants		
Dettes commerciales	0	460.999
Autres dettes	35.092.232	30.154.520
	35.092.232	30.615.519
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES		
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	131.058	3.151.063
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	-10.508.663
Charges financières	0	-184.842

Note 32. Engagements hors bilan

En 2014, Socfin a conclu une convention de crédit auprès d'ING de 80 millions d'euros dont le contrat stipule que Socfin s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sans en faire bénéficier ING. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 80 millions d'euros.

En 2007, une filiale de Socfinaf S.A. et de Socfinasia S.A., Immobilière de la Pépinière S.A. a obtenu un prêt hypothécaire auprès d'ING qui prend fin en 2019, pour l'acquisition du rez-de-chaussée et de parkings ainsi que pour la rénovation partielle de l'immeuble Champ de Mars à Bruxelles. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 1,9 millions d'euros (2013 : 2,3 millions d'euros).

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10.000.000 auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 3,2 millions d'euros (2013 : 3,4 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 4,6 millions d'euros.

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de XAF (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de XAF (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 4,1 millions d'euros.

En 2013, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naira (9,4 millions d'euros) auprès Access Bank, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, la nouvelle huilerie financée par le prêt. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 6,2 millions d'euros.

Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de XAF (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficier SGBC. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt s'élève à 3,5 millions d'euros.

En 2007, Socfinaf S.A. a signé un contrat de cession de la totalité de ses actions Red Lands Roses Ltd avec Altilands (soit 80% du capital de Red Lands Roses). Le contrat stipule que la vente se déroulera en trois étapes. La première étape consistait en la vente de 70% du capital de Red Lands Roses. Celle-ci a été réalisée en 2008. La deuxième étape prévoyait la vente de 5% du capital, elle a été réalisée en 2013. Enfin, le solde de la participation, soit 5%, a été cédé le 11 décembre 2014.

Note 33. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/ extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2011/2012/2013/2014	50 ans	17.724 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	77 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1960	70 ans	8.000 ha
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	1990/2013	50 ans	18.650 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/1993/1999/2014	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2005	55 ans	58.063 ha (2)
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (3)
BRABANTA S.A.	1992/2005/2007/2011/2013	25 ans	29.066 ha (4)
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273 ha
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386 ha
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345 ha
PT SOCFINDO	1985/1998	25 à 30 ans	49.340 ha (5)

- (1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.
- (2) SOCAPALM S.A. possède également en propre 3.500 ha.
- (3) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans. AGRIPALMA LDA possède également en propre 665 ha.
- (4) BRABANTA S.A. possède également en propre 6,3 ha.
- (5) PT SOCFINDO possède en propre environ 2.000 ha.

Etats financiers consolidés

Note 34. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe, Congo (RDC), Cambodge et Indonésie.

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun et Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Congo

proviennent uniquement des ventes d'huile de palme. Ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2013

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	90.117.092	63.132.569	6.271.294
Sierra Leone	0	0	-3.726.653
Liberia	27.317.333	0	2.265.505
Côte d'Ivoire	126.245.373	0	15.929.294
Ghana	0	0	1.407.896
Nigeria	42.884.281	0	13.505.240
Cameroun	67.149.365	35.514	13.291.801
Congo (RDC)	25.919	52.662	-1.025.250
Cambodge	0	0	354.437
Indonésie	173.678.297	1.531.279	74.522.939
Autres	0	0	-1.718.018
TOTAL	527.417.660	64.752.024	121.078.485
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-64.752.024
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			-86.342.618
Juste valeur de la production agricole			-5.483.310
Autres retraitements IFRS			8.196.192
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			49.788.008
Produits financiers			9.461.056
Charges financières			-13.603.825
Impôts			-13.086.897
Résultat net de l'exercice			5.255.067

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2014

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	90.608.586	45.269.217	6.191.128
Sierra Leone	0	0	-6.712.420
Liberia	22.919.666	0	-3.344.208
Côte d'Ivoire	113.045.745	0	12.625.672
Ghana	0	0	2.822.883
Nigeria	41.733.718	0	11.741.678
Cameroun	76.475.239	4.459	13.388.360
São Tomé et Príncipe	50.149	0	-5.200
Congo (RDC)	1.003.277	195.282	-7.430.120
Cambodge	0	0	662.191
Indonésie	162.588.829	1.019.024	72.427.444
Autres	0	0	-990.574
TOTAL	508.425.209	46.487.982	101.376.834
Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs			-46.487.982
Variation de la juste valeur des actifs biologiques			30.528.613
Juste valeur de la production agricole			-1.133.223
Autres retraitements IFRS			-7.454.283
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)			52.566.103
Produits financiers			35.351.714
Charges financières			-25.286.946
Impôts			-33.884.415
Résultat net de l'exercice			105.576.415

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	156.189.024	154.577.254
Sierra Leone	82.630.420	47.954.734
Liberia	75.312.760	57.884.746
Côte d'Ivoire	126.540.474	129.316.400
Ghana	24.287.720	10.162.823
Nigeria	82.587.174	63.967.594
Cameroun	174.211.964	143.795.722
São Tomé et Príncipe	12.751.237	8.913.026
Congo (RDC)	77.024.176	56.086.947
Cambodge	37.888.607	27.052.850
Indonésie	115.049.363	105.256.168
Autres	9.862.897	1.943.074
Total au 31 décembre	974.335.816	806.911.338
IAS 41 : Actifs biologiques	1.115.118.713	943.582.917
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	22.319.990	21.187.349
Autres retraitements IFRS	-13.265.573	-1.572.387
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-27.364.638	-35.909.738
Total des actifs sectoriels consolidés	2.071.144.308	1.734.199.479

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks,

la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS dont notamment la réévaluation des actifs biologiques selon IAS 41.

Etats financiers consolidés

* Total des passifs sectoriels

	2014	2013
	EUR	EUR
Europe	80.878.197	91.576.081
Sierra Leone	2.018.816	1.672.935
Liberia	5.596.901	7.189.881
Côte d'Ivoire	12.264.208	19.176.129
Ghana	1.183.786	1.667.472
Nigeria	4.216.776	2.463.552
Cameroun	11.937.785	11.522.835
São Tomé et Príncipe	391.338	843.455
Congo (RDC)	2.452.642	4.049.265
Cambodge	718.270	2.136.897
Indonésie	22.974.491	23.475.879
Autres	172.986	1.028.284
Total au 31 décembre	144.806.196	166.802.665
Autres retraitements IFRS	1.204.508	72.346
Elimination de consolidation (intragroupes et autres)	-35.624.864	-52.944.714
Total des passifs sectoriels consolidés	110.385.840	113.930.297

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2013

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	213.835	453.914	57.967	0	725.716
Sierra Leone	4	19.885.221	0	4.822.007	24.707.232
Liberia	0	7.348.767	0	6.184.975	13.533.742
Côte d'Ivoire	106.002	7.706.804	0	4.993.995	12.806.801
Ghana	686	4.982.832	0	0	4.983.518
Nigeria	0	13.434.836	0	3.969.984	17.404.820
Cameroun	447.092	11.428.297	0	8.321.455	20.196.844
Congo (RDC)	0	15.804.355	0	5.033.160	20.837.515
Cambodge	625	854.613	0	3.708.809	4.564.047
Indonésie	250.344	5.731.441	0	5.553.361	11.535.146
TOTAL	1.018.588	87.631.080	57.967	42.587.746	131.295.381

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2014

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Actifs biologiques	TOTAL
Europe	95.901	376.479	2.959	0	475.339
Sierra Leone	3.094.620	13.462.128	0	9.255.253	25.812.001
Liberia	0	5.042.749	0	8.688.190	13.730.939
Côte d'Ivoire	46.806	6.093.542	0	5.455.978	11.596.326
Ghana	62.558	2.448.674	0	17.412.169	19.923.401
Nigeria	0	20.330.595	0	3.169.066	23.499.661
Cameroun	210.649	6.487.286	0	3.341.935	10.039.870
São Tomé et Príncipe	2.750	768.982	0	3.270.718	4.042.450
Congo (RDC)	0	561.567	0	15.550.568	16.112.135
Cambodge	116	1.791.189	0	6.586.134	8.377.439
Indonésie	4.076	4.986.899	0	5.120.713	10.111.688
TOTAL	3.517.476	62.350.090	2.959	77.850.724	143.721.249

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2014	2013
	EUR	EUR
Palmier	249.654.289	244.151.014
Hévéa	159.761.375	186.653.669
Autres produits agricoles	19.940.290	20.276.658
Activités commerciales	63.908.436	69.221.076
Autres	15.160.819	7.115.243
TOTAL	508.425.209	527.417.660

Etats financiers consolidés

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR						2013
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>		<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>
Europe		18.489.063	923.758	41.349.112	11.767.262	72.529.195
Afrique		33.902.928	118.152.055	115.171.121	11.402.688	278.628.792
Asie		13.855.180	0	153.516.684	8.887.809	176.259.673
TOTAL		66.247.171	119.075.813	310.036.917	32.057.759	527.417.660

EUR						2014
<i>Implantation</i>						
<i>Origine</i>		<i>Europe</i>	<i>Afrique</i>	<i>Asie</i>	<i>Amérique</i>	<i>TOTAL</i>
Europe		15.936.439	8.368.747	39.800.518	4.642.190	68.747.894
Afrique		27.379.423	130.696.616	103.682.016	13.383.422	275.141.477
Asie		9.782.197	0	149.778.678	4.974.963	164.535.838
TOTAL		53.098.059	139.065.363	293.261.212	23.000.575	508.425.209

Note 35. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. En 2011, Socfin a divisé par 20 ses actions sans désignation de valeur nominale.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

*** Risque de prix des matières premières**

Risque potentiel :

Le Groupe fait face au risque de baisse des prix des matières premières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente de ces matières premières et inversement

de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc ; et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

*** Risque de devises étrangères**

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

*** Risque de taux d'intérêts**

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des

marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Il existe un instrument de couverture au niveau du Groupe afin de limiter son exposition au risque de taux d'intérêts. L'emprunt a été couvert par un swap taux fixe et la relation de couverture par l'instrument dérivé a été estimée comme hautement efficace d'après le test d'efficacité effectué à la clôture.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant (cash against documents) soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques dont certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Etats financiers consolidés

Gestion du risque et opportunités :

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le « Sustainability report 2014 » disponible à la demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

* Risque de change

Les ventes locales de 250 millions d'euros sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est ou est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 1,7 millions d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 32,9 millions de dollars au 31 décembre 2014. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo rapporte une position nette (créances et dettes) de 3,3 millions de dollars.

* Risque de taux d'intérêts

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 20. Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfin en date du 23 janvier 2014, le Groupe était exposé au risque de taux d'intérêts. Afin de contrôler ce risque, l'emprunt a été couvert par un swap taux fixe. La relation de couverture par l'instrument dérivé a été estimée comme hautement efficace d'après le test d'efficacité effectué à la clôture, ce qui couvre l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt variable (Euribor).

* Risque de crédit

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 13,9 millions d'euros et 22,9 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR. Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2014	2013
	EUR	EUR
Créances commerciales	36.780.692	41.185.118
Réductions de valeur	-3.043.607	-3.024.754
Autres créances	33.693.628	31.719.940
Total net des créances	67.430.713	69.880.304
Montant non échu	51.825.017	61.279.245
Montant échu depuis moins de 6 mois	12.158.347	3.750.559
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	459.233	4.178.642
Montant échu depuis plus d'un an	2.988.116	671.858
Total net des créances	67.430.713	69.880.304

* Risque de liquidité

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 16 et 20.

Etats financiers consolidés

Note 36. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 37. Evènements postérieurs à la date de clôture

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

Note 38. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé

	2014	2013
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	62.153	41.009

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 27 mai 2015

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2014.

Activités

Socfin possède pour l'essentiel des participations financières dans des sociétés de portefeuille et des sociétés de services, qui opèrent indirectement en Asie du Sud-Est et/ou en Afrique tropicale dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2014	2013
PRODUITS		
<i>Produits des immobilisations financières provenant d'entreprises liées</i>	16,8	31,2
<i>Produits exceptionnels</i>	10,5	0,0
Total des produits	27,3	31,2
CHARGES		
<i>Autres charges externes</i>	1,3	1,1
<i>Intérêts et autres charges financières autres intérêts et charges</i>	2,3	0,2
<i>Impôts</i>	0,1	0,0
Total des charges	3,7	1,3
BENEFICE DE L'EXERCICE	23,6	29,9

Au 31 décembre 2014, le bénéfice net s'établit à 23,6 millions d'euros contre 29,9 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent. La baisse du résultat est principalement due à la diminution des dividendes reçus.

Les produits se sont élevés à 27,3 millions d'euros (31,2 millions d'euros au 31 décembre 2013).

L'ensemble des charges s'inscrit à 3,7 millions d'euros contre 1,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2014, le total du bilan de Socfin s'élève à 263,5 millions d'euros contre 174,7 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'actif de Socfin se compose principalement de 254,2 millions d'euros d'immobilisations financières et de 9,3 millions d'euros de disponibilités.

Avant affectation du dividende final de l'exercice, les fonds propres s'élèvent à 181,8 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Au cours de l'exercice, Socfin a échangé 9% des actions Socfinaf S.A. contre 100% des actions de la société de droit français Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». SAFA détient 68,93% de Safacam S.A., une société camerounaise de plantations d'hévéas et de palmiers à huile, cotée sur la bourse de Douala.

Le 31 décembre 2014, la participation dans SAFA a été amenée à Socfinaf S.A. par le biais d'une augmentation

de capital par apport en nature, en contrepartie de laquelle Socfin a reçu 1.474.200 actions Socfinaf S.A.

Au 31 décembre 2014, Socfin détient 10.497.046 actions Socfinaf S.A., soit 58,79% du capital.

Evaluation

Au 31 décembre 2014, les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 202,4 millions d'euros contre 335,8 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

Socfinasia S.A. (Luxembourg) – 56,48%

Cette société détient des participations dans des sociétés d'Asie du Sud-Est actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2014, le bénéfice net s'établit à 46,2 millions d'euros, identique à celui de l'exercice antérieur.

La valeur d'inventaire des participations de Socfinasia S.A. s'élève à 283,2 millions d'euros au 31 décembre 2014 et l'évaluation du portefeuille fait apparaître des plus-values latentes pour 57,5 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,50 par action, un acompte de EUR 0,50 ayant déjà été versé en novembre 2014.

	2014	2013
Chiffres de Socfinasia S.A. (en millions d'euros)		
Actif	362,2	340,4
Actif immobilisé	290,0	286,7
Actif circulant	72,2	53,7
Passif	362,2	340,4
Capitaux propres	355,1	332,6
Dettes	7,1	7,8

Rapport de gestion social

Socfinaf S.A. (Luxembourg) – 58,79%

Cette société possède des participations dans des sociétés d'Afrique tropicale actives dans le secteur du caoutchouc et de l'huile de palme.

Au 31 décembre 2014, le bénéfice net s'établit à 12,6 millions d'euros contre 29,4 millions d'euros au 31 décembre 2013.

La valeur d'inventaire des immobilisations financières s'élève à 194,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 et l'évaluation du portefeuille dégage des plus-values latentes pour 185,2 millions d'euros.

Le Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. proposera à la prochaine Assemblée Générale le paiement d'un dividende final de EUR 0,10 par action, un acompte de EUR 0,05 ayant déjà été versé en novembre 2014.

	2014	2013
Chiffres de Socfinaf S.A. (en millions d'euros)		
Actif	361,4	253,7
Actif immobilisé	348,3	246,5
Actif circulant	13,1	7,2
Passif	361,4	253,7
Capitaux propres	216,3	180,8
Dettes	145,1	72,9

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de Socfin de EUR 23.585.373,35, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 75.745.872,13 forment un solde bénéficiaire de EUR 99.331.245,48 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	88.255.689,92
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	1.107.555,56
90% aux 14.240.000 actions	9.968.000,00
soit EUR 0,70 par action	
dont EUR 0,20 déjà versé en novembre 2014	99.331.245,48

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 1,30 par action.

Rapport de gestion social

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 148.515.353,32 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.492.000,00
Autres réserves	57.595.807,40
Autres réserves disponibles	171.856,00
Report à nouveau	88.255.689,92
	148.515.353,32

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 68 de EUR 0,50 sera détachable le 8 juin 2015 et payable à partir du 10 juin 2015 aux guichets de :

ING Luxembourg S.A.
52, route d'Esch
2965 Luxembourg

Actions propres

La Société n'a pas procédé au cours de l'exercice 2014 à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2014, Socfin n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2014, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.920.000 euros représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 20/12/1999: AFICO S.A. a déclaré détenir une participation directe de 11,38% dans le capital de Socfin, Palmeraies de Mopoli de 4,49%, Twosun Fin. Establishment de 11,24% et Geselfina de 23,05%.
- Le 10/03/2008, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 38,75% dans le capital de Socfin. 16,901% sont détenus par Bolloré, 11,532% par la Compagnie du Cambodge, 7,865% par Technifin, 1,883% par Plantations des Terres Rouges et 0,562% par la Compagnie des Glénans.
- f) En vertu de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur, applicable depuis le 18 février 2015, le droit de vote attaché aux actions physiques est suspendu jusqu'à ce que ces actions soient déposées auprès de l'intermédiaire financier désigné par Socfin.
- h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins. Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.*

Rapport de gestion social

Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».

Art. 22. des statuts : « *En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».*

Art. 31. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 67 et 70 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ».*

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».*

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « *En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.*

Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 32(1) de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Les autres points de l'Art. 11(1) sont *non applicables*, à savoir :

- les restrictions au transfert de titres ;
- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

Au 31 décembre 2014, la valeur estimée de Socfin avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement du dividende intérimaire, s'élève à 384,3 millions d'euros (soit EUR 26,98 par action). Cette évaluation intègre des plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à EUR 32 au terme de l'exercice 2014 contre EUR 34,15 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

Principaux risques et incertitudes

Les investissements du Groupe tant en Asie du Sud-Est qu'en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2015 dépendra dans une large mesure de la distribution des dividendes des filiales.

Dividendes prescrits

En vertu de l'Article 2277 du Code Civil, les dividendes non réclamés dans un délai de 5 ans à compter de la date de leur mise en paiement, sont prescrits. Dès lors, au 30 juin 2014, la Société a annulé la provision relative au coupon n° 54 et au 31 décembre celle relative au coupon n° 55.

Nominations statutaires

Le mandat de Bolloré Participations S.A., Administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2021.

Le Conseil d'Administration

Aux Actionnaires de
**Société Financière des Caoutchoucs,
en abrégé SOCFIN**
Société Anonyme
4, Avenue Guillaume
L-1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 28 mai 2014, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN, comprenant le bilan au 31 décembre 2014 ainsi que le compte de pertes et profits pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives présentés dans ce rapport annuel aux pages 104 à 111.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'établissement et la présentation des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Rapport d'audit sur les comptes annuels

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 8 de l'annexe relative à la situation politique et économique des pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est dans lesquels la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé SOCFIN détient des investissements à travers ses filiales SOCFINASIA S.A. et SOCFINAF S.A. Ces investissements s'élèvent respectivement à EUR 47.762.434,12 et à EUR 124.883.329,71.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion présenté dans ce rapport annuel aux pages 96 à 101, qui relève de la responsabilité du Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

Bertrange, le 25 Mars 2015

CLERC

Cabinet de révision agréé

Jean-Jacques Soisson

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2014

		2014	2013
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		173.191.174,09	160.663.932,16
Créances sur des entreprises liées		80.988.055,48	232.500,00
		254.179.229,57	160.896.432,16
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		93.271,63	1.730,12
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		5.086,87	6.528,54
		98.358,50	8.258,66
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse		9.259.206,77	13.825.687,25
		9.357.565,27	13.833.945,91
COMPTES DE REGULARISATION		2.500,00	2.500,00
		263.539.294,84	174.732.878,07

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

États financiers sociaux

PASSIF	Note	2014	2013
		EUR	EUR
CAPITAUX PROPRES			
	4		
Capital souscrit		24.920.000,00	24.920.000,00
Prime d'émission (et primes assimilées)		501.846,51	501.846,51
Réserves			
Réserve légale		2.492.000,00	2.492.000,00
Autres réserves		57.767.663,40	57.694.636,40
		60.259.663,40	60.186.636,40
Résultats reportés		75.745.872,13	66.406.199,49
Résultat de l'exercice		23.585.373,35	29.908.561,53
Acomptes sur dividendes		-3.164.444,44	-7.911.111,11
		181.848.310,95	174.012.132,82
DETTES NON SUBORDONNEES			
Dettes envers des établissements de crédit			
dont la durée résiduelle est supérieure ou égale à un an		80.000.000,00	0,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		963.239,99	0,00
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		7.654,26	27.600,00
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		720.089,64	693.145,25
		81.690.983,89	720.745,25
		263.539.294,84	174.732.878,07

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits au 31 décembre 2014

		2014	2013
CHARGES	<i>Note</i>	EUR	EUR
Autres charges externes		1.265.485,64	1.124.139,63
Autres charges d'exploitation		14.774,78	15.531,41
Intérêts et autres charges financières			
Autres intérêts et charges		2.352.647,60	158.610,84
Impôts sur le résultat		22.466,78	10,83
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		46.805,00	3.225,00
Profit de l'exercice		23.585.373,35	29.908.561,53
		27.287.553,15	31.210.079,24
PRODUITS			
Produits des immobilisations financières			
provenant d'entreprises liées	5	16.801.301,64	31.200.458,50
Produits des éléments financiers de l'actif circulant			
Autres produits		19.136,67	9.620,74
Produits exceptionnels	6	10.467.114,84	0,00
		27.287.553,15	31.210.079,24

Proposition de répartition bénéficiaire

		2014	2013
		EUR	EUR
Report à nouveau		88.255.689,92	75.745.872,13
Du solde :			
10% au Conseil d'Administration		1.107.555,56	2.056.888,89
90% aux 14.240.000 actions		9.968.000,00	18.512.000,00
		99.331.245,48	96.314.761,02
Dividende par action		EUR 0,70	EUR 1,30

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2014

Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 5 décembre 1959 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 5937.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Les chiffres de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 relatifs aux postes « Autres charges externes », « Autres charges d'exploitation », « Impôts sur le résultat » et « Autres impôts ne figurant pas ci-dessus » ont été reclassés afin d'assurer la comparabilité avec les chiffres se terminant le 31 décembre 2014.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

La Société prépare des comptes consolidés qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ou sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
Prix d'acquisition/Valeur nominale au début de l'exercice	160.663.932,16	155.083.692,72	232.500,00	32.500,00	160.896.432,16	155.116.192,72
Augmentations	55.131.327,09	5.580.239,44	80.755.555,48	200.000,00	135.886.882,57	5.780.239,44
Diminutions	-42.604.085,16	0,00	0,00	0,00	-42.604.085,16	0,00
Prix d'acquisition/Valeur nominale à la fin de l'exercice	173.191.174,09	160.663.932,16	80.988.055,48	232.500,00	254.179.229,57	160.896.432,16
Corrections de valeur au début et à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	173.191.174,09	160.663.932,16	80.988.055,48	232.500,00	254.179.229,57	160.896.432,16

L'augmentation du poste « Parts dans des entreprises liées » durant l'exercice est expliquée par :

- l'acquisition de 21.545 actions Socfinasia S.A. pour un montant de EUR 621.113,65 ;
- l'acquisition de 79.602 actions Socfinaf S.A. pour un montant de EUR 1.439.013,44 ;
- l'échange de 1.474.200 actions Socfinaf S.A. pour un montant de EUR 16.068.485,16 contre 577.200 actions SAFA pour un montant de EUR 26.535.600,00 ;
- Les 1.474.200 actions Socfinaf S.A. reçues en rémunération de l'apport en nature constitué de 577.200 actions SAFA. Cet apport est valorisé à EUR 26.535.600.

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Socfinaf S.A.	Luxembourg	58,79	124.883.329,71	31.12.2014	EUR	216.299.903	12.603.651
Socfinasia S.A.	Luxembourg	56,48	47.762.434,12	31.12.2014	EUR	355.066.103	46.170.159
Induservices S.A. (*)	Luxembourg	35,00	35.000,00	31.12.2014	EUR	234.386	17.767
Management Associates S.A. (*)	Luxembourg	20,00	400.000,00	31.12.2014	EUR	2.515.214	90.288
			173.080.763,83				

(*) Sur base de données financières non auditées.

Etats financiers sociaux

Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1^{er} janvier 2013	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.647.231,40	59.082.984,32	42.923.215,17	-15.822.222,22
Affectation du résultat de l'exercice 2012 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 29 mai 2013 :							
• Résultats reportés					7.323.215,17	-7.323.215,17	
• Dividendes						-17.800.000,00	
• Tantièmes						-1.977.777,78	
• Acomptes sur dividendes 2012						-15.822.222,22	15.822.222,22
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 13 novembre 2013							
							-7.911.111,11
Extourne coupons prescrits				47.405,00			
Résultat de l'exercice 2013						29.908.561,53	
Situation au 31 décembre 2013	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.694.636,40	66.406.199,49	29.908.561,53	-7.911.111,11
Affectation du résultat de l'exercice 2013 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 28 mai 2014 :							
• Résultats reportés					9.339.672,64	-9.339.672,64	
• Dividendes						-11.392.000,00	
• Tantièmes						-1.265.777,78	
• Acomptes sur dividendes 2013						-7.911.111,11	7.911.111,11
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 30 octobre 2014							
							-3.164.444,44
Extourne coupons prescrits				73.027,00			
Résultat de l'exercice 2014						23.585.373,35	
Situation au 31 décembre 2014	24.920.000,00	501.846,51	2.492.000,00	57.767.663,40	75.745.872,13	23.585.373,35	-3.164.444,44

Capital souscrit

Au 31 décembre 2014, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.920.000,00 représenté par 14.240.000 actions sans désignation de valeur nominale.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Etats financiers sociaux

Note 5. Produits des immobilisations financières

	2014	2013
	EUR	EUR
Dividendes reçus	14.482.297,53	31.200.458,50
Intérêts sur créances	2.319.004,11	0,00
	16.801.301,64	31.200.458,50

Note 6. Produits exceptionnels

Suite à l'échange de 1.474.200 actions Socfinaf S.A. contre 577.200 actions SAFA, la Société a comptabilisé une plus-value de EUR 10.467.114,84.

Note 7. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2014, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 10.000,00 de jetons de présence et EUR 1.582.222,21 de tantièmes.

Note 8. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des sociétés qui opèrent indirectement en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans ces pays d'Afrique (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et République Démocratique du Congo) et d'Asie du Sud-Est (Cambodge et Indonésie), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 9. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

